

LA REVUE DES SUISSES DE L'ÉTRANGER

REVUE

SUISSE

JUIN 2014 / N° 3



Drmic



Seferovic



Mehmedi



Stocker



Xhaka



Gavranovic



Inler



Shaqiri



Barnetta



Dzemali



Lang



Behrami



Ziegler



Schär



Fernandes



Von Bergen



Lichtsteiner



Senderos



Djourou



Rodriguez



Benaglio



Sommer



Bürki

Les Suisses de l'étranger sont les piliers de l'équipe suisse de football – l'entraîneur Ottmar Hitzfeld fera ses adieux au Brésil

De plus en plus d'initiatives populaires – la démocratie directe atteint ses limites

La Suisse, hôte d'honneur à la Foire du livre de Leipzig

Assurance maladie et accident internationale

- Selon modèle suisse
- Assurance privée à vie
- Libre choix du médecin et de l'hôpital dans le monde entier

En plus:

- Assurance perte de gain internationale
- Caisse de pension internationale

Solutions individuelles pour:

- Suisses de l'étranger
- Expatriés de toute nationalité
- Délégués / Local hire



ASN, Advisory Services Network AG
Bederstrasse 51
CH-8027 Zürich
info@asn.ch



Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.

SIP SWISS INSURANCE PARTNERS®

Tel +41 44 266 61 11
info@sip.ch

Compétence. Expérience. Service indépendant.

www.sip.ch

www.ilgauto.ch

40 Modèles!
ab Fr. 550.-/MT. Inkl. 3000 Km



Neu: Mitsubishi Outlander 4x4, Automat

Ilgauto ag, Frauenfeld, Tel. 0041 52 7203060



Dans plus de trente pays, Terre des hommes construit un avenir meilleur pour les enfants démunis. 85% des dons sont affectés directement à nos programmes.

Votre testament en faveur de l'enfance contribue à l'engagement de Terre des hommes. Commandez notre documentation gratuite sur les successions.

Siège | Av. de Montchoisi 15, CH-1006 Lausanne
Vincent Maunoury, 058 611 07 86, vmu@tdh.ch
www.tdh.ch/donate/legacy, CCP: 10-11504-8



Terre des hommes
Aide à l'enfance, tdh.ch



SwissCommunity.org

La plate-forme des Suisses de l'étranger

«La plate-forme Internet SwissCommunity relie les Suisses du monde entier»



Jean-François de Buren
Graphiste et consultant en stratégie de marque Suisse aux USA



«Ce qui est fantastique avec SwissCommunity c'est la possibilité de s'entretenir facilement avec d'autres membres sur des sujets qui nous tiennent à coeur.»



Chantal Kury
Educatrice de l'enfance diplômée Suisse en Égypte



«SwissCommunity est ma fenêtre ouverte sur ma patrie et sur le monde. En plus, la plate-forme offre un service complet aux Suisses de l'étranger.»



Florian Baccaud
Etudiant Suisse en France



«SwissCommunity? C'est une nouvelle manière de relier la Suisse et les Suisses de l'étranger: c'est l'avenir!»

- ✓ Se connecter avec d'autres Suisses de l'étranger
- ✓ Rester au courant de l'actualité et des grands événements
- ✓ Trouver un logement – ou la meilleure fondue en ville
- ✓ Découvrir la Suisse



Inscrivez-vous, c'est gratuit!

www.swisscommunity.org

Partenaires SwissCommunity

Suisse Tourisme.



SWI swissinfo.ch

MEDIAparx

SWISScare

Le peuple va devoir clarifier les choses

LA FIÈVRE DU FOOTBALL GAGNE LE MONDE ENTIER. Des millions de personnes ont les yeux rivés sur le Brésil où aura lieu la finale de la Coupe du monde de football le 13 juillet. Cet événement sera marqué par la dernière grande apparition de l'entraîneur de l'équipe nationale suisse, Ottmar Hitzfeld. Comme nous avons pu le constater, son équipe est principalement composée de Suisses de l'étranger. Sur les 23 joueurs sélectionnés, 16 vivent à l'étranger dans les pays mentionnés sur l'illustration de la couverture. Nous publions à cette occasion un portrait de cet entraîneur sur le départ dans la rubrique Sport, page 22. Bien qu'il compte parmi les meilleurs du monde, il est toujours saisi de doutes et de peurs.

Actuellement, la politique d'immigration suscite en Suisse une forte incertitude et beaucoup de craintes. Après l'approbation de l'initiative contre l'immigration de masse en février, il est de plus en plus manifeste que les exigences visant à limiter l'immigration contenues dans l'initiative de l'UDC pèsent négativement sur nos relations avec l'étranger. Le Conseil fédéral tente anxieusement et inébranlablement de redéfinir les relations avec l'Union européenne. Toutefois, comme l'a



expliqué début mai le ministre des Affaires étrangères, Didier Burkhalter (PLR), un ajustement des accords bilatéraux avec l'UE n'est pas si facile. Le peuple devra donc bientôt décider dans les urnes s'il souhaite l'isolement ou si la Suisse doit poursuivre la voie bilatérale. Mais auparavant, nous allons devoir nous prononcer une fois de plus sur des restrictions de l'immigration à travers l'initiative d'Ecopop qui sera probablement soumise au vote cette année. Elle pourrait jouer un rôle particulier pour les Suisses de l'étranger. En effet, lancée par les milieux écologiques, elle demande une stricte limitation de l'immigration annuelle à 0,2% de la population résidant en Suisse, ce qui représente environ 16 000 personnes par an aujourd'hui. En pratique, cela signifierait que même des Suisses de l'étranger ne pourraient plus revenir dans leur pays d'origine si le contingent est atteint. Notre article «En profondeur» page 8 présente les promoteurs de cette initiative et explique les tensions politiques autour de l'immigration.

Nous communiquons pour finir que nous prenons congé de notre collègue Alain Wey. Après 10 ans à la rédaction de la «Revue Suisse», il souhaite désormais se lancer dans de nouvelles activités. Faisant preuve d'un vif intérêt pour les montagnes, d'une affinité pour la scène culturelle et de liens particuliers avec le milieu sportif, il a rédigé un grand nombre d'articles inédits pour la «Revue Suisse», contribuant ainsi fortement à la diversité des sujets abordés. Nous le remercions très chaleureusement pour son engagement et lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles activités. Nous avons le plaisir d'accueillir un nouveau collègue au sein de la rédaction en la personne de Stéphane Herzog, journaliste genevois qui bénéficie d'une expérience dans plusieurs médias.

BARBARA ENGEL

4

Courrier des lecteurs

5

Lu pour vous: la vie passionnante d'Alexandre Yersin

6

Images: découpages d'hier et d'aujourd'hui

8

Ecopop entre en scène avec une nouvelle initiative sur l'immigration

12

Le peuple dit non aux avions de combat

13

Le conseiller fédéral Alain Berset prévoit une grande réforme des retraites

Pages régionales

17

Expédition bonheur – Exposition au Musée national sur la Belle Époque

22

L'entraîneur national Ottmar Hitzfeld entre soif de victoire et peur de l'échec

24

Série littéraire: Philippe Jaccottet

25

Informations de l'OSE

28

Nouvelles du Palais fédéral

30

Écho

Couverture: illustration de Wieslaw Smetek sur l'équipe suisse de football

IMPRESSUM: La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 41^e année en allemand, français, italien, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 400 000 exemplaires, dont 140 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'éditeur. ■ DIRECTION ÉDITORIALE: Barbara Engel (BE), rédactrice en chef; Marc Lettau (MUL); Jürg Müller (JM); Peter Zimmerli (PZ), responsable des «Nouvelles du Palais fédéral», Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne, Suisse. Traduction: CLS Communication AG ■ DESIGN: Herzog Design, Zurich ■ ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9. Internet: www.revue.ch ■ E-MAIL: revue@aso.ch ■ IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, CH-4552 Derendingen. ■ Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. ■ INTERNET: www.revue.ch ■ Clôture de rédaction de cette édition: 16.12.2013 ■ CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.



imprimé en suisse

Oui à l'initiative contre l'immigration de masse

Une fois de plus, Monsieur Blocher a réussi à faire passer une initiative à sa guise grâce à ses ressources financières. Il serait temps que les partis soient contraints de dévoiler leurs comptes, comme tout salarié, employeur et toute association.

ALFRED STEINER,
NEGOMBO, SRI LANKA

Attendre la fin des élections

Je ne crois pas que nous devrions laisser l'UE nous dicter ce que nous avons à faire en tant qu'État souverain. Attendons plutôt de voir quels seront les résultats des élections européennes. En effet, de plus en plus de citoyens européens

sont désormais en désaccord avec la politique du 4^e Reich de l'Union.

KLAUS WERNER WEGMÜLLER,
CHONBURI, THAÏLANDE

Un sentiment de honte

Les arguments de l'UDC en prélude à la votation sont de nouveau tirés par les cheveux. Le manque de logements dans les grandes villes se fait sentir depuis des décennies déjà, et on se souvient des émeutes des années 1980, lorsque le slogan «W! W! Wohnignot!» retentissait dans les rues de différentes villes. Les trains de banlieue étaient très souvent bondés, tout comme les routes d'accès aux centres urbains. Et tout cela sans libre circulation des

personnes, ni traités de l'UE. Mais on préfère éluder ces faits. Que nous reste-t-il à faire suite à cette décision populaire catastrophique ? Ressentir à nouveau, en tant que Suisse vivant à l'étranger, un sentiment de honte face à cette xénophobie montante dans son pays d'origine et espérer que les groupes de travail mandatés des deux côtés pourront trouver une solution pour empêcher la débâcle.

MARLENE LEIMBACH,
GROSS-ZIMMERN, ALLEMAGNE

Une majorité?

Pour une fois, un changement de point de vue nous est présenté: avec une participation de 55,8 % et 50,3 % de votes po-

sitifs, les Suisses ayant approuvé l'initiative contre l'immigration de masse ne représentent en réalité que 28% de la population environ.

JEAN-JACQUES BAUMANN,
MÈZE, FRANCE

Picasso et les prostituées d'Avignon

J'avais le plaisir de partager le travail admirable réalisé par Hildy et Ernst Beyeler. Dans votre article «Une Maison d'été consacrée à l'art moderne», je trouve bizarre la partie relative au tableau de Picasso «Les demoiselles d'Avignon»: la rue d'Avignon à Barcelone était au siècle dernier une rue où il y avait beaucoup de prostituées et ce sont elles qui ont fourni l'inspira-

Mal du pays?

Appels gratuits et illimités vers la Suisse avec Swisscom iO.



io.swisscom.ch



tion au jeune Picasso, le tableau n'a rien à voir avec la préfecture du Vaucluse si ce n'est qu'une rue de Barcelone porte le nom de cette ville française.

JEAN DARNI,
PARIS, FRANCE

Politique familiale

Très bon article, relativement objectif. La conclusion est cependant discutable. Une chose reste sûre : pour qu'un État puisse perdurer, il est nécessaire d'avoir une femme, un homme et des enfants, un revenu et au moins 20 ans de soins afin que les enfants puissent survivre dans un cadre sûr. Il est primordial dans un État sain de faire en sorte que la famille biologique vive en toute sécurité. Les mères et pères «qui travaillent» (actuellement «en activité») doivent pouvoir bénéficier, comme il est de rigueur, d'un lieu sûr pour leurs enfants lorsqu'ils interviennent «à l'extérieur». Toute société devrait donc aider la famille dans ses obligations. Cette approche est également dans l'intérêt de l'État, car elle est la seule à pouvoir garantir que les enfants deviennent de précieux citoyens. C'est pourquoi il est nécessaire de disposer de bonnes crèches peu onéreuses (10 francs maximum par jour), comme au Québec. Bonne chance !

KATI LYON-VILLIGER,
OTTAWA, CANADA

Dix milliards pour une défense aérienne

Se défendre contre qui ? Que nos parlementaires réalisent

que le monde n'est plus celui de nos parents... Pourquoi ne pas utiliser cette somme pour encourager l'éducation et nourrir ceux qui ont encore faim ? Réalisons que bien que nous les Suisses, privilégiés entre tous, nous faisons partie de la famille humaine... c'est une question de conscience ...

MARCEL THEVOZ,
STAFFORD VIRGINIA

Initiative pour une immigration restreinte

J'ai été surpris de constater que les Suisses de l'étranger n'étaient pas en faveur d'une restriction de l'immigration. C'est probablement parce qu'ils ont eux-mêmes immigré dans le pays de leur choix. En tant que troisième génération de Suisses de l'étranger vivant en Afrique du Sud, j'aimerais exprimer avec la plus grande vigueur mon opposition à l'immigration non contrôlée. Si la libre circulation des personnes avait entraîné une amélioration globale de la qualité de vie pour tous, je la soutiendrais pleinement. Manifestement, cela n'a pas été le cas dans la quasi-totalité des régions du monde. Je n'accueillerais jamais des étrangers sous mon toit sans avoir examiné moi-même la situation avec la plus grande précaution et en aucun cas il ne pourrait s'agir d'une solution durable. Si on reporte cet exemple à l'échelle d'un pays, on constate qu'il serait totalement insensé d'autoriser un accès illimité.

MICHAEL DES LIGNERIS,
PORT ELIZABETH, AFRIQUE DU SUD

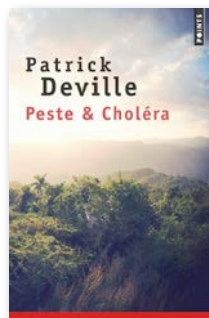
SELON LA SAGESSE POPULAIRE, nul n'est prophète en son pays. Alexandre Yersin (1863-1943) en est l'illustration parfaite. Né à Morges dans le canton de Vaud, il a passé la plus grande partie de sa vie à Paris, puis en Asie du Sud-Est. Dans son roman «Peste et Choléra», l'écrivain français Patrick Deville fait revivre cet esprit universel avec le mérite qui lui revient.

Alexandre Yersin fut pionnier dans plusieurs domaines. Le bacille de la peste ou «Yersinia pestis» porte son nom aujourd'hui encore. Lancé dans une compétition avec d'autres chercheurs, il a découvert ce bacille à Hong Kong en 1894, plutôt par hasard, mandaté par la France et l'Institut Pasteur. Mais lui-même n'en a retiré aucun profit ou presque. Alors que ses collègues de l'Institut se voient peu à peu décrocher des prix Nobel, lui change d'emblée de cap. Il quitte Paris pour s'installer au Vietnam, alors français. Il trouve un coin de paradis dans le village de pêcheurs de Nha Trang, où il donne libre cours à sa curiosité encyclopédique. Au milieu de cette jungle, le bactériologue construit un petit univers. Alexander Yersin se révèle aussi arpenteur, géographe, météorologue, agriculteur, ingénieur, inventeur et architecte. Impatient et vite gagné par l'ennui, il reste toujours à l'affût des nouveautés. Au nombre des fervents pionniers de l'automobile, il est le premier à traverser Hanoï en voiture. Il s'enrichit avec la production de caoutchouc et de quinine.

Patrick Deville raconte cette soif d'invention dans son roman qui a reçu le Prix Femina en 2012. Il s'apparente à son héros en ce qu'il avance progressivement vers son but en témoignant une précision méticuleuse et une grande clarté. Le roman s'intéresse aux dernières années de la vie d'Alexandre Yersin. En 1940, peu avant l'invasion des Nazis, il séjourne une dernière fois à Paris avant de quitter définitivement l'Europe. Il a de nouveaux projets à Nha Trang: apprendre le grec et le latin. Comme un «esprit venu du futur», Patrick Deville accompagne son héros dans les étapes de sa vie et rappelle ses principaux accomplissements. Il dévoile ainsi la microhistoire précisément gigantesque à l'échelle d'un homme, qui s'intéressa à tout sauf à la politique et qui, malgré son esprit de pionnier colonial, se montra toujours respectueux envers les indigènes, sans jamais manifester la moindre arrogance liée à son statut d'explorateur. Selon Patrick Deville, «l'agnostique Yersin est béni des dieux».

«Peste et Choléra» est riche en anecdotes surprenantes sur cet esprit vif, que l'on a oublié faute de pouvoir le classer correctement dans une catégorie scientifique. Ce roman plonge le lecteur dans l'univers des bactéries, mais aussi des explorateurs. Alexandre Yersin en est le guide, Patrick Deville son accompagnateur et discret conducteur.

BEAT MAZENAUER





ESL
LANGUAGE SCHOOLS

RÉDUCTION SPÉCIALE
RÉSERVÉE AUX LECTEURS
DE SWISS REVUE
CHF 70 / EUR 60 / GBP 50
CODE DE RÉDUCTION: SWR-0514



Le Spécialiste Suisse des Camps Linguistiques
Suisse | Allemagne | France | Angleterre
www.esl-schools.org T. +41 (0) 21 621 88 88

Papiers découpés

Ces dernières années, les papiers découpés, communément appelés découpages, ont été redécouverts en tant que formes et supports et réinterprétés par des artistes contemporains. Aujourd'hui, pour réaliser leurs découpages, les artistes n'utilisent plus seulement des ciseaux, mais s'arment aussi de scalpels et de cutters ultrafins et créent également des images en trois dimensions. Une douzaine de découpages historiques ainsi qu'une centaine d'œuvres «modernes» sont présentés dans le cadre d'une exposition intitulée «Scherenschnitte. Papiers découpés. Silhouette. Papercuts» organisée au Château de Prangins près de Nyon, sur les rives du Léman.

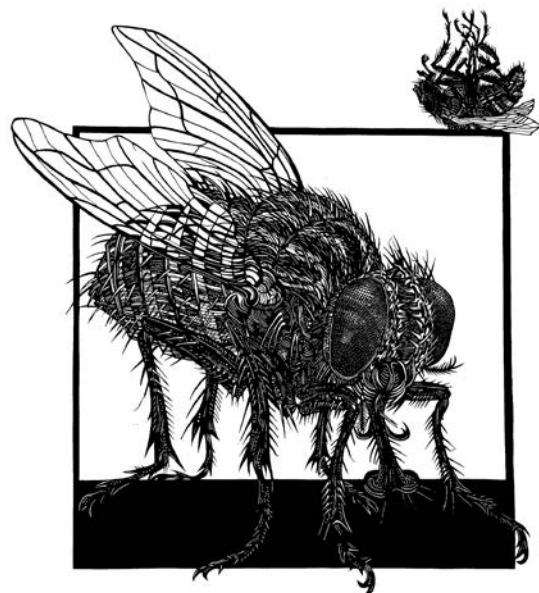
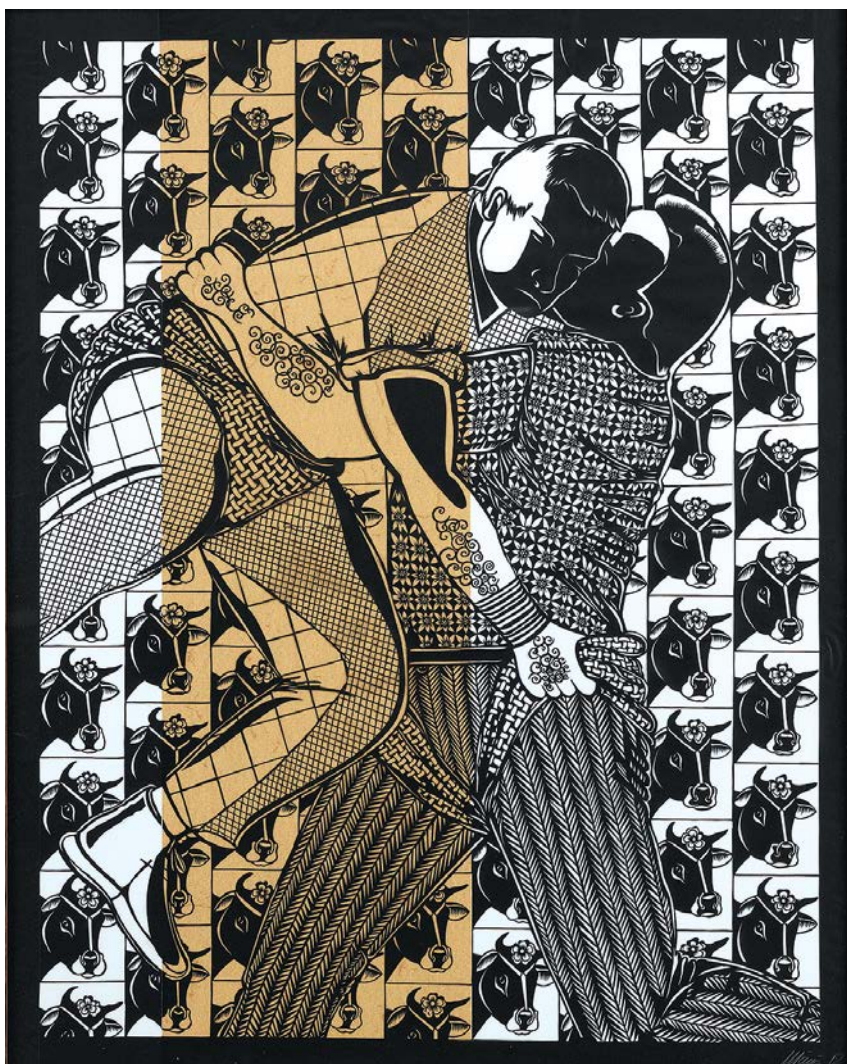
L'exposition au Château de Prangins est visible jusqu'au 28 septembre. www.nationalmuseum.ch > Château de Prangins

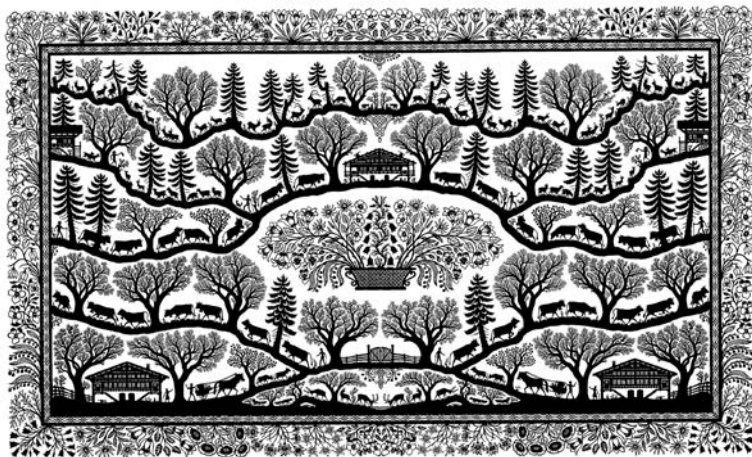


«Le taureau Dobi», 2012, découpage de Monika Flütsch montrant deux lutteurs en action (en bas à gauche)

«Bouquet de fleurs», 1946, découpage de Louis David Saugy (en haut)

«Dent-de-lion», 2012, Annemarie Grischott et «La mouche», 2012, Werner Gunterswiler (en bas)





«Montée à l'alpage», 2012,
découpage d'Ueli
Hauswirth présentant un
sujet classique



«Arrivé», 2012, Edith
Müller-Crapp

«Coiffe», 2012, Angela
Christen (en bas)



«Ce sont toujours les autres qui sont trop nombreux»

L'approbation de l'initiative contre l'immigration de masse met la politique suisse sous pression. Ses conséquences sont les plus graves depuis les vingt dernières années car elle remet en question le consensus minimal de politique européenne fonctionnant jusqu'à présent en Suisse. Et bientôt, la Suisse fera face à une autre initiative sur l'immigration, encore plus radicale.

Par Jürg Müller

«On ne peut pas laver la peau du mouton sans mouiller la laine.» En citant ce vieux proverbe en mars 2014 lors des débats du Conseil national sur la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, le président du groupe parlementaire UDC Adrian Amstutz a parfaitement décrit la situation et admis ainsi indirectement que depuis la votation de la nouvelle disposition constitutionnelle le 9 février, la Suisse est confrontée à de colossales difficultés en matière de politique intérieure et européenne. En effet, indépendamment de la concrétisation de la future politique suisse d'immigration, les relations de la Suisse avec l'Union européenne sont mises à l'épreuve.

Le consensus minimal actuel entre presque toutes les forces politiques en Suisse sur la voie bilatérale s'effrite. Depuis le refus du peuple d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, la voie bilatérale était la solution royale de la politique européenne helvétique. Même l'Union démocratique du centre (UDC), qui faisait traditionnellement preuve d'un grand scepticisme à chaque rapprochement de la Suisse avec l'UE, avait fondamentalement approuvé cette politique. Pendant la campagne de votation pour l'initiative contre l'immigration de masse, elle n'a d'ailleurs pas remis en cause les accords bilatéraux et, officiellement, elle est toujours de cet avis. Martin Baltisser, secrétaire général de l'UDC, pense que les relations avec l'UE doivent être réglées par la voie bilatérale mais que tout dépend du contenu réel des accords.

Les accords bilatéraux attaqués sur deux fronts

Il est toutefois évident qu'aux yeux de l'UDC, la voie bilatérale ne jouit plus de la plus haute priorité. La droite veut tirer profit de la dynamique lancée et déterminer à sa guise le cours de la politique européenne. Elle est pour cela tout à fait prête à risquer d'autres dommages dans les relations avec l'UE. Le président du groupe parlementaire UDC n'a laissé planer aucun doute à ce sujet lors des débats du Conseil national en mars: «Si je peux choisir entre la poursuite d'une immi-

gration démesurée qui nuit à ce pays et les accords bilatéraux, je choisis de protéger ce pays, point.»

Selon l'analyse VOX, dans laquelle l'institut gfs.bern analyse scientifiquement les votations, la majorité des partisans de l'initiative de l'UDC savaient pertinemment que son approbation pouvait menacer les accords bilatéraux. Les électeurs ayant voté en sa faveur ont donc accordé une plus grande importance au contrôle autonome de l'immigration qu'à une relation ordonnée avec l'UE. Cette analyse révèle que la voie bilatérale soutenue lors de toutes les précédentes votations est désormais controversée au sein de la population.

L'«Action pour une Suisse indépendante et neutre» (ASIN) souffle sur les braises. Elle veut supprimer les accords bilatéraux et régler les relations avec l'UE uniquement par le biais d'accords de libre-échange. Pirmin Schwander, président de l'ASIN et conseiller national UDC, écrit sur le site web de son organisation que les «Accords bilatéraux 1» et les «Accords bilatéraux 2» doivent être remplacés par un meilleur accord de libre-échange et que l'ASIN ne veut plus d'accords

bilatéraux contraires à l'intérêt de la Suisse. Il souhaite également rompre avec les mesures préjudiciables des Accords bilatéraux 1 et 2 – en clair la libre circulation des personnes et Schengen/Dublin – qui, selon lui, accélèrent l'adhésion à l'UE, voire sont explosives, et nuisent non seulement à la démocratie directe, mais aussi à l'économie nationale. Le directeur de l'ASIN, Werner Gartenmann (UDC), a confirmé que son organisation travaillait au lancement d'une initiative populaire pour un simple accord de libre-échange, dont elle est en train de peaufiner le contenu. Pour lui, les résultats du 9 février ont explicitement ouvert un débat de principe sur l'UE. C'est également ce que constatent les partis de l'autre côté de l'échiquier politique, comme le Parti socialiste (PS) et les Verts, qui se montrent encore plus résolus qu'avant à poursuivre le rapprochement avec l'UE et n'excluent pas une adhésion.

Des forces centrifuges de plus en plus fortes

Les socio-démocrates avaient déjà inscrit au programme de leur parti en 2010 leur sou-

Méli-mélo de titres d'initiatives populaires



hait d'entamer rapidement des négociations d'adhésion avec l'UE. Mais ils n'ont jamais vraiment suivi de stratégie offensive, notamment du fait du scepticisme ambiant. Le président du groupe parlementaire socialiste Andy Tschümperlin rappelle le point de vue de la direction de son parti, dont l'objectif primordial est d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse de telle sorte que les accords bilatéraux en place et leur évolution ne soient pas remis en question. En cas d'échec, le peuple doit pouvoir se prononcer sur l'avenir des relations avec l'Europe. Le PS demande que toutes les options de politique européenne soient examinées. Andy Tschümperlin exige que le Conseil fédéral présente dans une analyse comparative les éventuelles répercussions d'une adhésion à l'UE et de la poursuite de la voie bilatérale, avec ou sans nouvelle solution institutionnelle.

Les forces centrifuges au sein des partis de gouvernement se sont donc considérablement renforcées: l'UDC se distancie encore plus franchement de l'UE alors que le PS n'exclut plus l'adhésion, et la plupart des



L'engrenage du système politique est grippé

Rares sont les pays où le peuple participe autant qu'en Suisse à la vie politique nationale. Le modèle de démocratie directe est une réussite. Toutefois, l'évolution de la fonction et du rôle des initiatives populaires révèle que le système politique de la Suisse fonctionne moins bien aujourd'hui qu'avant.

En politique, les initiatives populaires sont un «marché de croissance», dont l'activité est particulièrement florissante actuellement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: depuis l'introduction de l'initiative populaire en 1891, 423 initiatives ont été lancées. Actuellement, neuf initiatives sont au stade de la récolte des signatures et 20 autres sont sur la table du Conseil fédéral et du Parlement ou déjà prêtes à être soumises au peuple. Depuis 1891, 189 projets ont fait l'objet d'une votation, mais seulement 21 ont été acceptés par le peuple. Et voici les chiffres les plus intéressants: au cours des 100 premières années, entre 1891 et 1990, seules neuf initiatives ont obtenu la majorité alors qu'on en compte 13 depuis 1990.

Depuis 25 ans, la probabilité qu'une initiative populaire soit approuvée par le peuple est donc bien plus élevée qu'avant. Il n'y a aucune explication claire et incontestée à cela. Silja Häusermann, professeure de sciences politiques à l'Université de Zurich, observe que jusqu'au début des années 90, les initiatives populaires étaient surtout utilisées par la gauche pour s'opposer en tant que minorité au bloc des partis bourgeois alors encore plus ou moins fermé. Elles n'obtenaient pas souvent la majorité, mais c'était un moyen d'introduire de nouvelles idées dans la politique. Dans bien des cas, même des initiatives ayant échoué ont déclenché des débats, et parfois même des processus de réforme, qui aboutirent après plusieurs tentatives.

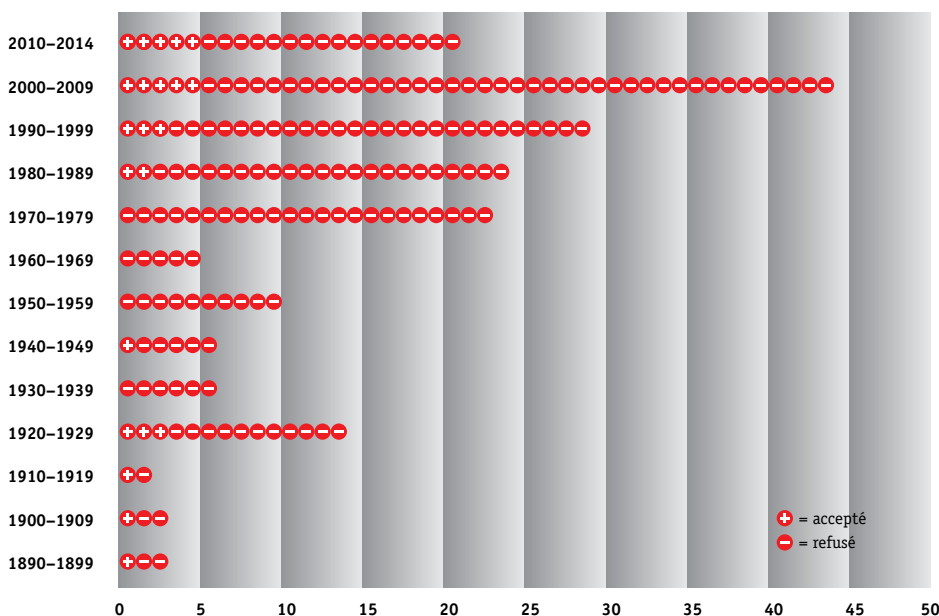
Aujourd'hui, les initiatives ne sont plus l'apanage de la gauche et des Verts. Les institutions et partis bourgeois et de droite, en particulier l'UDC et les organisations dont elle est proche, y recourent également. Elles sont aussi souvent utilisées comme instruments de marketing dans les campagnes électorales afin d'exploiter l'indignation publique ou d'imposer des intérêts particuliers.

Un système paradoxal

Les initiatives populaires sont souvent difficilement applicables, surtout si elles ne sont pas compatibles avec d'autres principes constitutionnels ou avec le droit international. Ce qui cause l'indignation des initiateurs: l'UDC fait pression avec ses «initiatives de mise en œuvre», elle menace aussi d'y faire appel pour l'initiative contre l'immigration de masse. Cette obstination à appliquer au pied de la lettre torpille la culture politique éprouvée de l'équilibre et du compromis, dont la Suisse est si fière.

Silja Häusermann y voit une sorte de paradoxe: l'utilisation toujours plus fréquente des outils de démocratie directe est un signe que le système politique de la Suisse fonctionne moins bien. En effet, notre démocratie est basée sur le consensus. À l'origine, les droits du peuple avaient un «effet préventif»: les acteurs politiques devaient trouver des compromis solides afin de ne pas avoir à recourir à des référendums ou initiatives. Silja Häusermann pense que l'engrenage de ce mécanisme fragile est aujourd'hui grippé et que cela est dû à la polarisation des partis et à la compétition plus vive qu'ils se livrent aujourd'hui entre eux.

Initiatives populaires ayant été soumises au vote (état en juin 2014)



autres partis essaient de défendre la voie bilatérale, si mise à mal. Le gouvernement se retrouve dans une situation des plus inconfortables. La nouvelle disposition constitutionnelle oblige le Conseil fédéral et le Parlement à introduire dans un délai de trois ans un nouveau système d'autorisation pour tous les étrangers, qui limite l'immigration par des plafonds et des contingents.

Reste à savoir dans quelle mesure, le cas échéant, cette exigence est conciliable avec l'accord sur la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral veut présenter d'ici à la fin du mois de juin prochain un concept de mise en œuvre et les propositions doivent être rendues d'ici à la fin de l'année dans des articles de loi, qui seront alors mis en consultation. Tout l'art consistera à introduire des contingents sans pour autant enfreindre le principe de libre circulation des personnes. Parallèlement à ce processus de politique intérieure, la Suisse mène des pourparlers avec l'Union européenne.

Entrée en scène d'Ecopop

L'application de l'initiative est un véritable casse-tête pour les acteurs politiques, mais elle n'est pas la seule. En effet, l'UDC a déjà menacé de lancer une initiative de mise en œuvre si cette application ne va pas dans son sens et une autre initiative sera bientôt soumise aux électeurs, celle d'Ecopop intitulée «Halte à la surpopulation – Oui à la préservation durable des ressources naturelles». La votation est prévue pour novembre 2014.

Concrètement, cette initiative demande que la part de l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse et attribuable au solde migratoire n'excède pas 0,2 % par an sur une moyenne de trois ans. Cela correspondrait à une immigration nette de 16 000 personnes seulement, au lieu des 80 000 aujourd'hui. Les dispositions transitoires de l'initiative spécifient sans équivoque que les traités internationaux qui contreviennent aux objectifs devront être modifiés ou dénoncés. L'initiative d'Ecopop est donc nettement plus radicale que celle de l'UDC approuvée en février. Elle inscrit des chiffres précis dans la Constitution et laisse une marge de manœuvre encore plus étroite dans les négociations avec l'UE. La libre circulation des personnes n'aurait plus la moindre chance.

Ecopop (ECOlogie et POPulation), est une association aux multiples facettes qui s'adresse à des groupes fort divers, qu'ils soient détracteurs de la croissance ou hostiles aux étrangers. Ecopop se considère comme une organisation environnementale politiquement indépendante qui s'intéresse aux questions liées à la population. Elle indique sur son site internet que son objectif vise à «préserver les ressources naturelles et la qualité de vie en Suisse et dans le monde pour les générations à venir. Ecopop agit depuis plus de 40 ans contre la surpopulation et son impact sur l'environnement.» Il n'est pas possible de classer clairement cette organisation dans un courant politique. Elle a certes été créée à l'époque des initiatives



«contre l'emprise étrangère» lancées par James Schwarzenbach, mais elle a rejeté les initiatives de son «Action nationale» dans les années 70 et 80. Au début, le président de l'Action nationale, Valentin Oehen, était actif à Ecopop, tout comme Anne-Marie Rey, conseillère socialiste au Grand Conseil de Berne, engagée pour les droits de la femme.

L'association est aujourd'hui bien consciente que l'orientation de son programme attire aussi des groupes jugés peu fréquentables. C'est bien pourquoi, son site internet précise: «Ecopop se démarque catégoriquement de théories xénophobes et racistes (...) et souhaite aider tous les êtres humains indépendamment de leur nationalité à mener une existence digne aujourd'hui comme demain.»

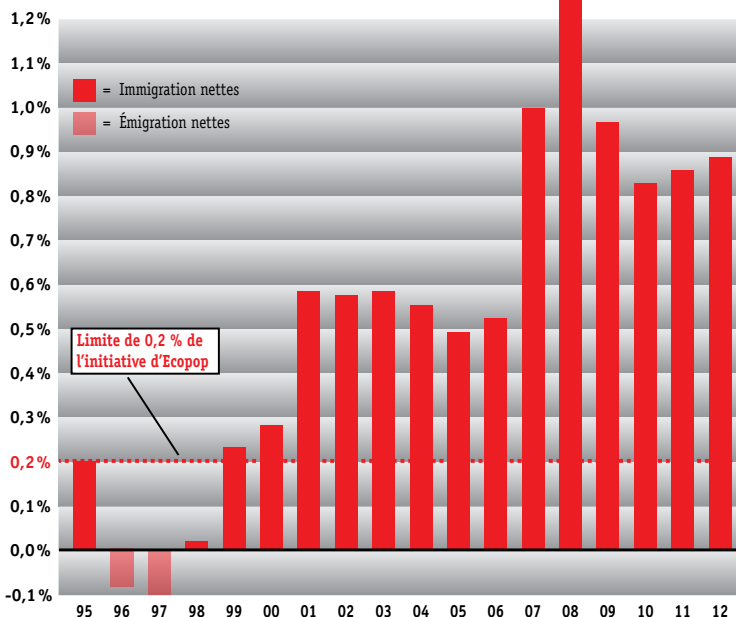
Ecopop, des «écologistes inquiétants»?

Mais, en pratique, cette délimitation de l'extrême droite n'est pas si claire. Dans «Schweizerzeit», le journal d'Ulrich Schliker, ancien conseiller national à la droite de l'UDC, Ecopop a pu insérer un article contenant un appel à soutenir son initiative. Pendant la récolte des signatures, les initiateurs ont également pu compter sur la très à droite ASIN, qui a distribué des formulaires de signature à ses membres. Lors de cette étape, Ecopop a aussi bénéficié du soutien officiel des démocrates suisses (DS), d'un parti d'extrême droite et de l'organisation qui a succédé à Action nationale. Les DS avaient lancé en 2011 leur propre initiative contre l'emprise étrangère. Mais comme la



«Combien d'habitants la Terre peut-elle supporter?» Les initiateurs d'Ecopop ont posé cette question sur leur affiche lors de la remise des signatures de l'initiative le 12 novembre 2012 à Berne

Immigration et émigration en Suisse, en %



récolte des signatures ne s'était pas très bien déroulée, leur comité central avait décidé à l'été 2012 de laisser de côté leur initiative et de soutenir activement celle d'Ecopop, jugée plus prometteuse.

Le lien entre les objectifs de protection de la nature et l'immigration n'est pas nouveau. Une idéologie à la fois réactionnaire et écologique avait déjà vu le jour dans les années 1930. Balthasar Glättli, conseiller national zurichois des Verts, mène actuellement des recherches pour un livre qui s'intitulerait «Unheimliche Ökologen» (Ces écologistes inquiétants) et a découvert, dans le cadre de son travail, des «racines inquiétantes», notamment des liens entre les défenseurs de la nature, les politiques démographiques et les eugénistes – représentants d'une science qui part du principe que les hommes dont le patrimoine génétique est souhaitable ou jugé positif peuvent se reproduire alors que la reproduction des hommes dont le patrimoine génétique est considéré négatif n'est pas souhaitable et doit être empêchée.

Dans ce contexte, le passage de l'initiative d'Ecopop portant sur le contrôle des naissances dans le tiers monde pose question. Dans une deuxième partie portant sur la politique de développement, l'initiative demande que la Suisse affecte 10 % des moyens de la coopération au développement à des «mesures visant à encourager la planification familiale volontaire». Urs Schwaller, conseiller aux États PDC, qualifie de colonial ce point de vue sur la planification familiale

dans les pays en développement. Les organisations de politique de développement critiquent aussi sévèrement cette exigence. D'après elles, Ecopop ignore les causes structurelles de la croissance de la population. Comme on le sait aujourd'hui, les taux de natalité élevés sont avant tout liés à la pauvreté, le grand nombre d'enfants étant vu comme une garantie pour sécuriser l'existence. C'est pourquoi il faut d'abord encourager la formation des jeunes filles et des femmes pour réduire la taille des familles et la croissance de la population. Dans un entretien à la «Neue Zürcher Zeitung», Shalini Randeria, professeure d'anthropologie et de sociologie du développement à Genève, a analysé sans détours les revendications comme celles d'Ecopop: «Ce sont toujours les autres qui sont trop nombreux: les pauvres, les étrangers. (...) Il n'est jamais question uniquement de chiffres, mais toujours de savoir qui a le droit de se reproduire et qui ne l'a pas.» Elle pense que la question démographique est indissociable de l'utilisation des ressources car les «habitants de New York consomment en une journée plus d'énergie que tout le continent africain».

L'initiative Schwarzenbach en 1979 portait aussi sur l'immigration et la protection de la nature. Le bétonnage excessif de la Suisse était déjà dénoncé à cette époque. L'UDC, qui avait fait de l'immigration son thème de prédilection, avait commencé par argumenter avec les abus de l'aide sociale et la criminalité, avant de découvrir l'écologie dans la dernière ligne droite de la cam-

pagne de votation et d'afficher des paysages bétonnés.

Un défi pour les Verts, et pour l'UDC

Les Verts, en particulier, font face à un défi. Leur direction se prononce résolument contre l'initiative d'Ecopop et veut jouer un rôle majeur dans la campagne. Selon Regula Rytz, coprésidente des Verts, la réponse ne réside pas en une politique démographique restrictive mais en une réduction de notre empreinte écologique. Néanmoins, l'opinion de la base des Verts n'est pas encore claire. Ce parti compte encore des représentants actifs à Ecopop: Andreas Thommen, ancien président en Argovie, siège au comité de l'association et au comité de l'initiative.

La position des partis politiques est claire: seule l'UDC ne se prononce pas, sinon, tous les autres rejettent l'initiative. Au Conseil des États, qui a balayé l'initiative en mars, l'UDC s'est abstenue. Le secrétaire général de l'UDC, Martin Baltisser, explique que certains aspects de l'initiative sont en effet problématiques, puisqu'elle est «issue des groupes écologiques de gauche». Mais il n'est pas en mesure de prédire quelle sera l'attitude de la base de son parti lors de la prise de parole. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que le parti est face à un dilemme: pour l'aile économique, l'initiative est bien trop radicale mais la base pourrait y être favorable, comme à chaque revendication visant à limiter l'immigration.

Le Gripen manque son atterrissage en Suisse

Le peuple a rejeté l'achat de 22 Gripen suédois: les Forces aériennes suisses devront donc voler sans nouvel avion de combat.

Par Jürg Müller

Cette question d'armement du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) est entrée en zone de turbulences dès le début. Ensuite, maladresses et erreurs de communication ont mis le Gripen encore plus en difficulté pendant la campagne. Finalement, l'achat de l'avion de combat suédois pour remplacer 54 Tiger a été rejeté lors des votations fédérales du 18 mai 2014 par 53,4 % des votants.

Pour les partisans, les nouveaux jets constituaient, avec les 32 F/A-18 actuels, le strict minimum pour assurer la sécurité de l'espace aérien. Vers la fin de la campagne, la crise en Ukraine a été brandie pour souligner l'instabilité du monde dans lequel nous vivons. Selon les opposants – les sociodémocrates, les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) qui avaient déposé une demande de référendum contre le projet –, ces milliards étaient nécessaires pour des projets urgents de la Confédération, notamment dans les domaines de la formation, des transports et de l'AVS. Ils jugent en outre que les Forces aériennes suisses sont surdimensionnées et que

les F/A-18 suffisent pour le service de police aérienne.

Un revirement en matière de politique militaire?

C'est la première fois qu'un projet de l'armée est rejeté aux urnes. Cette fois-ci, pour diverses raisons plus ou moins anciennes, l'armée n'a pas bénéficié de la traditionnelle loyauté des Suisses à son égard. La procédure de sélection ayant conduit à choisir le Gripen avait par exemple été remise en doute après coup. Par ailleurs, même les représentants des partis bourgeois sont nombreux à avoir critiqué la qualité de l'avion, causant ainsi d'importants retards dans la procédure parlementaire.

Si la droite a globalement réussi à resserrer ses rangs, un comité bourgeois contre le Gripen porté avant tout par les Verts libéraux, a toutefois vu le jour. Le camp des opposants s'est ainsi étendu bien au-delà des milieux opposés à l'armée et des partis de gauche. Aux considérations politico-financières sont venues s'ajouter des questions sur la défense nationale: ne devrait-elle pas cibler plus systé-

matiquement les réelles formes de menace que sont les cyber-attaques, le terrorisme, les catastrophes naturelles, la criminalité organisée, etc. plutôt que les conflits «classiques»?

Comportement insensé du conseiller fédéral Ueli Maurer

Après la votation, le ministre de la Défense Ueli Maurer s'est aussi retrouvé sous le feu des critiques. Les partisans et les opposants au Gripen lui ont reproché d'avoir mené une campagne maladroite. Des informations ont filtré selon lesquelles la Suède l'aurait conseillé dans le cadre de sa stratégie; il s'est par ailleurs illustré par des blagues misogynes, s'est montré insultant envers les médias et a fait de cette votation une question sur le destin de l'armée, ce qui a déplu même à ses partisans.

Les conséquences d'une telle décision sont encore floues. Mais il est certain que le non au nouvel avion de combat ne constitue pas en soi un rejet de l'armée. Il questionne toutefois fortement la future orientation de la défense nationale suisse.

JÜRIG MÜLLER est rédacteur à la «Revue Suisse»

AUTRES VOTATIONS DU 18 MAI 2014

Le salaire minimum n'avait aucune chance

C'est une sévère défaite pour les syndicats: leur initiative sur le salaire minimum a été très clairement rejetée par 76,3 % des votants. Le projet voulait fixer le salaire minimum légal à CHF 22.- de l'heure ou CHF 4000.- par mois. Les syndicats n'ont même pas réussi à mobiliser tout l'électorat potentiel de gauche. En effet, ce projet a subi un revers encore plus net que l'initiative 1:12 des jeunes socialistes contre les rémunérations abusives en novembre dernier. La majorité se montre clairement opposée à toute intervention de l'État dans la politique salariale.

Pour la médecine de famille et contre les pédophiles

En revanche, le nouvel article de la Constitution qui oblige la Confédération et les cantons à garantir des soins médicaux de base en favorisant les médecins de famille a été très largement approuvé, à 88 %. Le projet avait été lancé par une initiative du corps médical puis retiré au profit d'une contre-proposition du Conseil fédéral.

L'initiative contre les pédophiles répondait aussi à une demande populaire et a été approuvée par 63,5 % des votants. À l'avenir, quiconque sera condamné par un jugement entré en force pour abus sexuel sur des enfants ou des personnes dépendantes ne pourra plus jamais travailler avec des enfants. Les opposants, qui jugeaient l'initiative disproportionnée, n'ont pas convaincu avec leurs arguments.

La centrale nucléaire peut continuer de fonctionner

Pour la première fois depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011, la question de l'énergie atomique était soumise à votation en Suisse, bien qu'uniquement dans le canton de Berne. Une initiative populaire demandait le retrait immédiat du réseau de la centrale de Mühleberg. Âgée de 40 ans et située aux portes de Berne, elle est régulièrement critiquée en raison de failles de sécurité plus ou moins graves. Cette initiative a été rejetée par 63,3% des votants. Les Forces Motrices Bernoises avaient annoncé l'arrêt du réacteur pour 2019, avant même la votation. Après Fukushima, le Conseil fédéral a décidé la sortie du nucléaire mais doit encore définir la nouvelle politique énergétique. (JM)

La panthère

Le conseiller fédéral PS Alain Berset s'est fixé un objectif ambitieux: réformer la prévoyance vieillesse, car c'est le seul moyen de la garantir à long terme. Ses deux prédécesseurs au Département de l'intérieur, Pascal Couchepin et Didier Burkhalter du PLR, ont connu des échecs cuisants avec des propositions de réforme. Dans son portrait de l'intéressé, Matthias Daum présente la stratégie d'Alain Berset: attendre, s'approcher lentement et attaquer au bon moment.



Le conseiller fédéral Alain Berset scrute tant ses amis que ses adversaires et agit avec tactique

Alain Berset garde le silence. Il ne donne pas d'interviews. On aurait pu parler avec lui de la nouvelle loi sur les vaccins votée l'année dernière ou du Sbrinz et de ses 24 mois d'affinage, car il est le parrain de la Semaine du Goût à l'automne, mais pas de son gros projet portant sur la réforme complète de la prévoyance vieillesse. Sur ce point, le conseiller fédéral du Parti socialiste ne dit mot. Son attaché de presse décline verbeusement toute demande d'entretien depuis des mois.

Tout est tactique et stratégie

«Comme une panthère, Alain Berset est à l'affût sur son arbre. Il attend. Pour attaquer au bon moment.» C'est ce que dit de lui un haut fonctionnaire à Berne. Avec grand respect. C'est un mercredi de novembre. Il est 15 h. La neige s'annonce à Berne. Alain Berset entre dans la grande salle du Centre des médias du Palais fédéral et prend place sur le podium. Sa posture révèle l'ancien athlète. Il tient en l'air un bloc de feuilles A4 de cinq centimètres d'épaisseur, sourit et dit: «Ce à quoi nous devons nous attaquer là n'est pas si simple.»

En 2030, le trou du fonds de l'AVS sera de CHF 8,6 milliards. Aujourd'hui déjà, les rendements des immobilisations financières des caisses de pension diminuent alors que la durée des rentes à payer avec s'allonge. Les ex-

perts estiment qu'il pourrait manquer près de 110 milliards en 2030.

C'est la plus grande réforme des retraites en Suisse depuis 1985, lorsque la prévoyance professionnelle (LPP) est devenue obligatoire. Depuis, la Suisse a du mal à faire évoluer sa prévoyance vieillesse. La dernière révision de l'AVS date de bientôt 20 ans. Elle avait fait passer progressivement l'âge de la retraite des femmes de 62 à 64 ans. Toutes les autres tentatives d'ajustement ont échoué. Le peuple a d'abord rejeté en 2004 l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes avant de refuser, six ans plus tard, une baisse du taux de conversion de la LPP. La même année, le Parlement a enterré une version édulcorée de cette 11^e réforme de l'AVS.

Aujourd'hui, c'est le ministre socialiste qui ose un coup de maître: réformer ensemble l'AVS et la LPP. Alain Berset a annoncé son projet il y a un an et en a présenté les détails en novembre: relever l'âge de la retraite des femmes d'ici six ans de 64 à 65 ans, abaisser le taux de conversion de la prévoyance professionnelle de 6,8 à 6% sur quatre ans, appliquer les mêmes taux de cotisation aux indépendants et aux salariés. Il ne sera permis de percevoir une rente de la caisse de pension qu'à partir de 62 ans. Pour le fonds de l'AVS, une baisse de son degré de couverture au-dessous de 70% des dépenses annuelles entraînerait une hausse automatique du taux

de cotisation et les rentes ne seront plus entièrement adaptées au renchérissement. En outre, comme l'AVS présenterait malgré tout un déficit de CHF 7,2 milliards à partir de 2030, il est aussi prévu d'augmenter la TVA jusqu'à 2%.

Des électeurs alliés

Selon le politologue Claude Longchamp, Alain Berset tente un passionnant nouveau départ. Il fait passer un grand chapeau dans lequel chacun doit mettre quelque chose. Les dernières réformes ont échoué car il y avait toujours clairement des gagnants et des perdants: les femmes, les seniors ou encore les jeunes. Engendrant la formation de curieuses alliances: 80 % des électeurs de la conservatrice UDC se sont opposés à une baisse du taux de conversion de la LPP, alors que les syndicats avaient lancé le référendum. Avec la nouvelle réforme, tout le monde est perdant. L'unique gagnante est la raison.

«C'est peut-être en demander trop à certains politiques», déclare Alain Berset. «Mais les électeurs savent comment s'y prendre avec les sujets complexes; ils l'ont démontré à plusieurs reprises.» Les intéressés savent tous que la prévoyance vieillesse doit être adaptée à l'évolution démographique. Tous les scénarios montrent qu'à partir de 2020, les gains en capital générés avec les fonds de l'AVS ne pourront plus fi-



Alain Berset n'a pas de plan B parce que c'est précisément pour cette raison que les dernières réformes ont échoué

nancer les rentes. Mais un conseiller fédéral socialiste peut-il réussir un projet aussi colossal dans un pays fondamentalement de droite? Cette question est vite éludée par une autre dans les milieux politiques: mais qui d'autre qu'Alain Berset? L'admiration pour ce stratège est si grande que des journalistes présentent même ses défaites comme des victoires.

Intime du système politique

La carrière d'Alain Berset s'est déroulée au rythme de «la molle marche des pas flexibles et forts». Il a été élu à l'Assemblée constituante de Fribourg à 27 ans, au Conseil des États à 31 et au Conseil fédéral à 39. Ce Fribourgeois appartient à une nouvelle génération politique, constituée de professionnels et non de miliciens. Après des études d'économie à l'Université de Neuchâtel, il a travaillé à l'Institut économique de Hambourg puis dans l'administration neuchâteloise, avant de fonder son propre bureau de conseil. «Un conseiller fédéral doit connaître parfaitement les rouages de nos institutions politiques», a-t-il déclaré avant d'être élu au gou-

vernement. Il a pris de l'avance grâce à l'expérience et au réseau – à un âge (41 ans) encore jeune pour un conseiller fédéral.

Ce novice de gauche a donc saisi l'occasion lorsque le conseiller fédéral du Parti libéral-radical Didier Burkhalter a renoncé à se battre au Département de l'intérieur pour, selon ses propres mots, «des questions très complexes avec des articles de loi très techniques». Alain Berset, qui a foi en l'État, a ainsi prononcé précisément lors de la journée des employeurs son premier grand discours, rédigé par un ex-conseiller de l'ancien chef de Novartis Daniel Vasella. Il était brillant. «There is such a thing as society», a-t-il déclaré en se démarquant du discours de combat néolibéral de Maggie Thatcher et en appelant à la conscience des chefs.

Alain Berset a ouvert son jeu par une attaque contre sa propre base à gauche. Hausse de l'âge de la retraite, baisse du taux de conversion, ajustement automatique des rentes si le fonds de l'AVS faiblit sont autant de mains tendues aux partis bourgeois, qui ne l'ont pourtant pas compris. Selon l'union patronale, la réforme ne peut être supportée

par l'économie et la hausse de la TVA ne devrait être utilisée qu'en dernier recours. L'Union des arts et métiers fulmine et juge que l'ensemble est «une provocation». Elle veut en revanche rendre l'âge de la retraite dépendant du fonds de l'AVS. Les retraités ne sauraient que deux ans avant à quelle date ils peuvent percevoir une rente complète.

La raison sur laquelle mise Alain Berset se terre au fond des tranchées politiques. Le ministre socialiste doit encore trouver des alliés pour son projet. Même les syndicats et son propre parti le tiennent à distance.

Mais le temps joue en faveur de la gauche. Les finances de l'AVS étant effectivement critiques, plus l'année avance, plus le nombre d'électeurs concernés par d'éventuelles mesures est élevé, et plus les propositions d'économies seront difficiles. Alain Berset sait qu'il a cet atout en main. Lorsqu'un journaliste lui demande s'il a un plan B, voici sa réponse: «Si les dernières réformes ont échoué, c'est bien parce qu'on avait toujours un plan B sous le coude.» En bref: ce projet colossal n'a pas d'alternative.

Les dangers d'aller trop vite

L'échec du projet pourrait entraîner une situation désastreuse. Et le destin d'Alain Berset serait celui de beaucoup de ses prédécesseurs au Département de l'intérieur: de grandes annonces sans aucun résultat. Cela ne semble pas le préoccuper. Après la conférence de presse, il fait encore quelques déclarations au micro, puis, comme une panthère, regagne son arbre.

«En Suisse, si on accélère le rythme politique, on se fait dépasser. C'est pourquoi on va plus vite en prenant son temps», a-t-il déclaré dans un discours. Mais il a aussi dit: «Des citoyens méfiants ne font confiance à aucune réforme.» D'où l'intérêt d'un débat public. Il n'est pas facile de débattre avec un conseiller fédéral qui s'assoit sur des arbres. Nous saurons bientôt s'il est prêt à en descendre étant donné que la consultation sur son projet de réforme est terminée.

MATTHIAS DAUM est rédacteur au journal «Die Zeit». Son article est aussi paru dans le numéro 50/2013 de «Die Zeit».

Cours de rattrapage en démocratie

La formation politique en Suisse ne se porte pas au mieux. Pour son 100e anniversaire, la Nouvelle Société Helvétique lance un programme d'action et souhaite créer un centre de compétences national pour promouvoir la formation politique.

Par Reto Wissmann

Selon le professeur Rolf Gollob, «Personne ne naît démocrate. La démocratie est une idée sociale, non un phénomène naturel; c'est la raison pour laquelle les citoyens et citoyennes doivent l'apprendre.» Et en tant que coordinateur national du programme Education for democratic citizenship du Conseil de l'Europe et professeur à la Haute école Pédagogique (HEP) de Zurich dans la spécialité formation politique, il sait de quoi il parle. Il sait aussi que ce domaine compte toutes sortes de programmes et d'initiatives: on trouve par exemple en ligne sur www.politischebildung.ch une longue liste d'institutions et de services administratifs en Suisse et à l'étranger qui s'intéressent à ce sujet. Mais coordination et mise en réseau font défaut. «Quand il est question de formation politique, la gauche ne sait pas ce que fait la droite», déclare Rolf Gollob. Cela gaspillerait bien trop d'énergie.

La Nouvelle Société Helvétique (NSH) souhaite à présent contrer cette tendance. Pour son 100^e anniversaire, cette association réputée lance le programme d'action «100 projets de formation citoyenne». «Personne ne conteste l'importance du sujet», déclare Hans Stöckli, président de la NSH et conseiller aux États (PS). «Ce qui pêche, c'est la volonté politique de mettre en œuvre les promesses des beaux discours.» Il pense que les projets manquent de soutien et que la Suisse

a besoin en urgence d'un centre de compétences national pour la formation politique.

Comme le reconnaît ouvertement Hans Stöckli (voir interview), la NSH veut aussi assurer sa propre survie avec ce thème central d'avenir. La Société lutte contre son image de club de seniors et contre la diminution de ses membres. Elle ose aujourd'hui un nouveau départ et s'est fixé des objectifs ambitieux.

Diverses actions de formation politique doivent être organisées dans les huit groupes régionaux. La NSH veut soutenir, coordonner et rendre plus visibles les projets d'autres organisations. Elle prévoit donc d'offrir aux jeunes la possibilité d'être présents dans les lieux décisifs en tant qu'observateurs des élections lors de scrutins nationaux et cantonaux. «Ils doivent pouvoir découvrir par eux-mêmes le fonctionnement de la démocratie», explique Hans Stöckli. Cette partie du programme «100 projets de formation citoyenne» est soutenue par la Conférence suisse des chanceliers d'État.

Besoin de moyens privés

Le principal objectif du programme «100 projets de formation citoyenne» est néanmoins de mettre sur pied un centre de compétences national. «Nous allons faire du porte-à-porte pour trouver les moyens

GARANT DE LA COHÉSION NATIONALE

Rencontres Suisses - Nouvelle Société Helvétique a fêté ses 100 ans en février à Bienne. Toutefois, les origines de l'organisation sont bien plus anciennes. Dès 1762, des esprits éclairés de diverses confessions s'étaient réunis à Schinz nach-Bad dans la Société helvétique. Leur but était de faire de la Suisse un État fédéral moderne.

Cette société, alors la plus importante association intercantonale, regroupait des hommes qualifiés issus de la bourgeoisie et de l'aristocratie qui travaillaient sur la collaboration confédérale, la tolérance religieuse et le développement d'un sentiment national. Parmi les fondateurs, on distingue le secrétaire du Conseil bâlois Isaak Iselin, le médecin de la ville de Zurich Hans Caspar Hirzel, le conseiller lucernois Joseph Anton Felix von Balthasar ou le professeur de droit bernois Daniel von Fellenberg. Dix ans après avoir atteint son but avec la signature de la Constitution fédérale de 1848, la Société helvétique fut dissoute.

En février 1914, peu avant que n'éclate la Première Guerre mondiale, des écrivains,

journalistes et académiciens de Suisse romande, ainsi que des hommes politiques et des entrepreneurs de Suisse alémanique renouèrent avec l'idéologie de la Société helvétique et fondèrent à Berne la Nouvelle Société Helvétique. L'auteur fribourgeois et admirateur controversé des régimes autoritaires Gonzague de Reynold et l'écrivain bernois Carl Albert Loosli comptent parmi les personnalités à l'origine du projet.

La création fut motivée avant tout par la crise politique mondiale qui menaçait la cohésion nationale. L'Organisation fut connue dans tout le pays grâce au discours du poète et lauréat du Prix Nobel de littérature Carl Spitteler «Unser Schweizer Standpunkt» (Notre point de vue suisse). Des groupes locaux furent bientôt créés dans différentes villes de Suisse, ainsi qu'à Paris, Berlin ou Londres. La NSH s'engagea au-delà des frontières partisans pour le plurilinguisme ainsi que pour le maintien de l'héritage national et des spécificités régionales. On doit également à la

NSH la création de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) en 1916.

Plus tard, la Société s'est engagée pour une adhésion de la Suisse à la Société des Nations, a soutenu l'initiative pour la protection des Chutes du Rhin et a contribué à la création de la Fondation pour la culture Pro Helvetia, du musée Stapferhaus à Lenzburg ou de «ch Fondation pour la collaboration confédérale». Au fil des ans, la NSH a évolué principalement entre un conservatisme national et l'ouverture au monde.

À son apogée en 1920, elle comptait 2540 membres; ils ne sont plus que 850 aujourd'hui répartis dans huit groupes régionaux actifs. Elle a fusionné avec les Rencontres Suisses en 2007, une autre association civique de Suisse romande. Depuis, elle s'appelle officiellement Rencontres Suisses – Nouvelle Société Helvétique.

www.politischebildung.ch

Source: Dictionnaire historique de la Suisse



Des jeunes au 100e anniversaire de la NSH s'exercent à l'argumentation politique

privés nécessaires, puis chercher le soutien de tous les partis et créer pour le projet un lobby indépendant des partis», explique Hans Stöckli. Au final, un centre national de formation politique avec une large autorité et un mandat de prestations de la Confédération doit voir le jour.

Des études comparatives internationales sur les connaissances et la compréhension de la politique par les jeunes de 15 ans révèlent l'utilité de ces démarches. En 2003, sur 28 pays participants, la Suisse s'est classée seulement 19^e. L'édition suisse de l'enquête parue à cette époque s'intitulait «Jeunesse sans politique». Le directeur de l'étude, Fritz Oser, regrette l'«analphabétisme politique» dans les écoles, qu'il juge vraiment surprenant pour une «démocratie modèle». Trois ans plus tard, 1500 élèves de 9e année ont été interrogés en Suisse. Le résultat est révélateur: presque aucun ne savait nommer correctement les trois pouvoirs fédéraux. Et près de 70% pensaient que c'est le Conseil fédéral qui décide si un référendum est accepté.

Baisser l'âge du droit de vote

La participation des jeunes adultes aux élections et votations n'est guère plus satisfaisante: lors des dernières élections nationales, seuls 30% des 18 à 24 ans se sont rendus aux urnes. La participation moyenne était d'à peine 50%. «Nous devons inciter les jeunes à s'intéresser à la politique», a déclaré la chancelière de la Confédération Corina Casanova lors du jubilé de la NSH début février à Bienne. Il est nécessaire de créer une culture politique dans laquelle les jeunes s'impliquent davantage.

La chancelière de la Confédération voit dans l'abaissement de l'âge du droit de vote de 18 à 16 ans un moyen d'y parvenir, comme en Autriche et dans certains Länder allemands. Selon elle, cela permettrait de combler le vide entre la théorie à l'école et la pratique dans les urnes. Toutefois, les Suisses restent très sceptiques sur le sujet. Dans le canton de Glaris, l'âge du droit de vote est déjà fixé à 16 ans, mais dans les 18 autres cantons où l'idée a été soumise au vote, elle n'a jamais été approuvée.

«Notre pays a besoin de cette parenthèse»

Quatre questions à Hans Stöckli, président de la Nouvelle Société Helvétique et conseiller aux États pour le Parti socialiste suisse.

REVUE SUISSE: *Au cours des 100 dernières années, quel a été le plus grand succès de la Nouvelle Société Helvétique?*

HANS STÖCKLI: Le plus grand, le plus durable et le plus solide projet de la Nouvelle Société Helvétique (NSH) a été la création de l'Organisation des Suisses de l'étranger. La NSH a également joué un rôle déterminant dans la création de plusieurs institutions pour la collaboration confédérale. Elle a aussi toujours été un facteur important dans la cohésion de la Suisse. Elle a œuvré pour la coexistence entre les pauvres et les riches, les Suisses et les étrangers, les jeunes et les personnes âgées, la ville et la campagne, les employeurs et les salariés ainsi que pour une collaboration fructueuse entre les partis, et en particulier les groupes linguistiques.

La Nouvelle Société Helvétique a connu son apogée à l'époque des deux guerres mondiales. Quelle est sa raison d'être aujourd'hui?

La NSH compte effectivement bien moins de membres aujourd'hui qu'avant. Comme toutes les autres sociétés civiques, nous avons dû nous interroger sur notre existence et en avons conclu que la NSH était toujours utile: il faut se battre tous les jours pour le maintien et la consolidation de la nation née de la volonté qu'est la Suisse. Nous nous intéressons aujourd'hui avant tout à la formation politique de la jeune génération et des personnes récemment naturalisées en Suisse. Nous voulons contribuer à ce que les personnes qui viennent d'acquiescer dans notre démocratie directe des droits et devoirs politiques puissent les exercer en tant que citoyens responsables et bien préparés.

Dans votre brochure commémorative, on peut lire que la NSH serait devenue une association bourgeoise de notables et de seniors. Comment comptez-vous changer cela?

Nous voulons et devons élargir la base de nos membres et de notre influence. C'est aussi pour cette raison que nous souhaitons aborder des thèmes qui préoccupent les jeunes et éveiller chez eux l'intérêt pour une cohabitation qui fonctionne en Suisse. Il faut transmettre le flambeau à la prochaine génération.

Pourquoi vous engagez-vous à titre personnel dans cette association?

Lorsque j'étais jeune conseiller socialiste et président du Conseil à la ville de Bienne, l'ancien chef du personnel d'Omega, le libéral-radical Roger Anker, m'a demandé si je ne voulais pas participer à un groupe régional de la NSH mû par un patriotisme critique. Les questions de politique d'État m'ont toujours fortement intéressé et la NSH est pour moi une parenthèse dont notre pays a absolument besoin. En tant qu'ancien président du Conseil de ville de Bienne, la plus grande ville bilingue de Suisse, je connais l'importance existentielle de la cohabitation de plusieurs groupes linguistiques, ce qui facilite ma tâche de président de la Nouvelle Société Helvétique.

Hans Stöckli, conseiller aux États et président de la NSH



Le monde sous tension

Quelles furent les années 1900 à 1914? Peut-on s'imaginer cette époque marquée par l'engouement pour la technique et le progrès, comme si la Première Guerre mondiale n'avait pas eu lieu? Le Musée national de Zurich consacre une exposition à la Belle Époque.

Par Daniel Di Falco

«Comme s'il eût pressenti l'horrible sort qui l'attendait, le malheureux inventeur hésita longuement avant de se lancer dans le vide.» C'est par ce texte que commence le film, inscrit en grandes lettres (car le film est muet, comme tous les films de l'époque). On n'entend donc pas le bruit du choc qui signe tout à la fois la fin de la représentation et de la vie de Franz Reichelt, au pied de la Tour Eiffel, au petit matin du 4 février 1912.

Le spectateur assiste aussi à la longue hésitation de l'Autrichien, sur la plate-forme panoramique de la tour. Il se tient sur la balustrade, dans son costume-parachute fabriqué par ses soins. Il regarde vers le bas, oscille d'avant en arrière, le nuage de sa respiration s'échappe de sa moustache dans le froid hivernal. Vers l'avant, vers l'arrière, encore et encore. Peut-être reconsidère-t-il l'idée de démontrer la validité de son invention aux journalistes invités? Et puis soudain, il disparaît en bas de l'écran. La chute de 57 mètres, sans rien pour la freiner, dure quatre secondes. Une autre caméra le filme à distance, il ressemble à une simple pierre lâchée vers le sol et traînant derrière elle une banderole flottante. Apparaissent ensuite les gendarmes, qui portent en hâte un corps sans vie à travers la foule, avant de mesurer, à l'aide d'un mètre pliant, le trou formé par Franz Reichelt dans le sol gelé. Un creux de dix, quinze centimètres peut-être.

On peut voir en Reichelt un nouvel Icare, mais aussi un enfant de son temps. Dans les années qui suivent 1900, on s'enivre de vitesse et de danger, les pilotes sont considérés comme des héros. Car même si leurs appareils renferment davantage de savoir-faire que le costume de Franz Reichelt, chaque vol n'en est pas moins une aventure dont l'issue peut être mortelle.

Plus loin dans l'exposition du Landesmuseum de Zurich, on découvre une hélice cassée suspendue. Elle appartenait au monoplan de Theodor Borrer, pionnier de l'aviation originaire du canton de Soleure, qui risqua, au prix de sa vie, une manœuvre en piqué le 22 mars 1914 à l'occasion d'une démonstration



Franz Reichelt avec son costume-parachute – il s'est tué en sautant de la Tour Eiffel le 4 février 1912

aérienne à Bâle. Il avait été prévu, de même que Franz Reichelt qui, malgré ses hésitations, sauta les yeux bien ouverts.

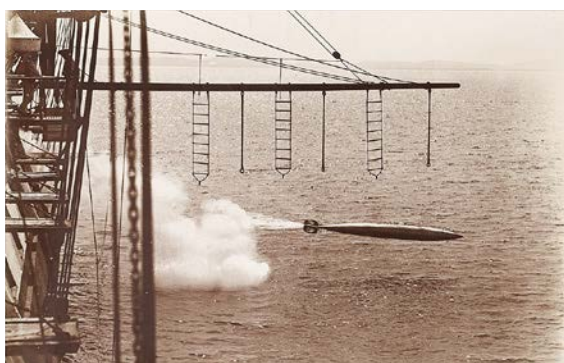
On considérera sans peine le saut de Reichelt comme un symbole. Ce monde d'autrefois ne partageait-il pas certaines similitudes avec Reichelt? La foi dans la puissance d'un progrès que plus rien ne pouvait arrêter ne lui a-t-elle pas, de même, donné des ailes? Ce monde n'a-t-il pas précipité sa chute au cours de cet été 1914, ignorant tous les présages et en proie à la fièvre de l'aventure, pour se jeter dans la Première Guerre mondiale et ses quelque 20 millions de morts?

À l'abri des ombres imposantes

«1900–1914: Expédition bonheur», tel est le titre de l'exposition, et il y est question d'un monde en mouvement. Les psychiatres dé-

couvrent l'inconscient, les scientifiques découvrent l'invisible. Les artistes s'affranchissent des codes esthétiques et les femmes du rôle que la société leur impose. Les grands magasins deviennent des paradis de la consommation, le règne de l'image débute, ainsi que celui de la communication par radio, la vie s'accélère, le monde devient plus global. Les aspects négatifs de cette mutation rapide, les irritations et le chaos qu'elle suscite se manifestent sous forme de groupes en marge: végétariens, nudistes, anthroposophes et autres réformateurs s'organisent dans leurs propres mondes, à l'écart du reste.

Pour y voir plus clair, un exercice d'oubli peut être utile: «Représentez-vous les années 1900 à 1914 sans les ombres imposantes de leur futur, comme des instants vivants, dans toute leur complexité et leur contradiction»,



Alpha Romeo 40-60 HP Aerodinamica, 1914 (en haut) et lancement d'une torpille, probablement vers 1900



Œuvre d'art typique de l'époque: la «Danseuse» de Ferdinand Hodler

comme le décrit Philipp Blom. Historien et écrivain, Philipp Blom a publié il y a six ans un livre très remarqué et intitulé «Der taumelnde Kontinent», une histoire culturelle imagée et riche des années qui ont précédé la Première Guerre mondiale. C'est cet ouvrage qui a servi de modèle à l'Exposition de Zurich. Qui n'a pas lu le livre peut désormais pour ainsi dire le «vivre». Et ceux qui ne souhaitent pas se rendre à Zurich peuvent également faire l'expérience de ces années en tant que lecteurs: sortant des sentiers battus, ce maelström d'émotions extrêmement colorées et intenses livre une vision d'une époque turbulente, d'autant plus fascinante qu'elle est difficile à appréhender dans sa globalité.

Bien plus que la «Belle Époque»...

Mais à quoi bon cette expérience de l'ignorance? Blom souhaitait corriger l'image associée à ces années. D'une part, elles ne correspondent pas à la Belle Époque enjouée des films en costume, ce monde de porcelaine,

dans lequel la modernité fait irruption avec la guerre: avant cela déjà, les contemporains de l'époque étaient tout aussi fascinés que bouleversés par les mutations de la société et les développements technologiques. D'autre part, une vision qui ne ferait des années précédant 1914 qu'une «période d'avant-guerre», et qui ne rechercherait que les raisons ou les facteurs de la guerre, serait tout aussi fautive. Pour Philip Blom, «au vu de tendances aussi nombreuses que contradictoires, les événements auraient aussi bien pu prendre une autre tournure». C'est cet «avenir ouvert» en question que les organisateurs de l'exposition ont également voulu mettre en exergue.

Jusque-là, tout est plausible. Pourtant, l'oubli n'est pas si facile. Dans une vitrine est installé un aspirateur électrique de marque Fox, âgé de 100 ans; son barillet métallique brillant, monté sur deux grandes roues de voiture, évoque un canon. Ailleurs, l'artiste italien Filippo Tommaso Marinetti célèbre dans son «Manifeste du futurisme», datant de 1909,

non seulement la beauté de la technique, mais aussi le martèlement des machines et le rugissement des moteurs: «Nous voulons glorifier la guerre, le militarisme, le patriotisme, les belles idées pour lesquelles on meurt.»

«... une bonne guerre»

Peut-on vraiment prétendre sérieusement, comme on peut le lire dans l'exposition, que jusqu'à l'irruption de la guerre, personne ou presque n'avait vu venir la catastrophe? En Suisse aussi, des voix se sont élevées, telles que celle du journaliste romand Richard Bovet, qui écrivait en 1911: «Je crois qu'il nous faudrait une guerre, une bonne guerre.» Et au même moment, la Banque nationale pensait déjà sérieusement à l'approvisionnement du pays en cas de guerre, à lire notamment dans le livre de Georg Kreis (voir page 19).

En effet, la rivalité grandissante entre les puissances européennes avait depuis longtemps semé l'idée que seules les armes pouvaient désormais créer des relations claires.

Investir judicieusement – avec Soliswiss

Gestion de fortune, protection contre les risques politiques, assurances-vie et assurances-maladie

Souhaitez-vous un entretien de conseil personnel ? www.soliswiss.ch, T +41 31 380 70 30

soliswiss



Camisole de l'asile psychiatrique de la Waldau près de Berne

Bien sûr, on pensait que le commerce international liait les nations de telle façon qu'une guerre n'était plus possible. Mais il y avait aussi des gens comme Friedrich Engels, théoricien du socialisme et ami de Marx, qui prévoyaient dès 1887 une «guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence inconnues jusqu'alors: huit à dix millions de soldats s'y entretueront.»

Le postulat des organisateurs de l'exposition quant à la «ferme croyance dans la paix et la sécurité» censée régner à cette époque est donc discutable. Par ailleurs, ce qui est vrai pour l'exposition l'est également pour le livre de Philipp Blom: ce n'est pas l'analyse, mais les impressions qui sont placées au centre. Et à ce titre, l'exposition est largement pourvue: cinq cents objets exposés cristallisent les sensations et les irritations de ces années, et ces pièces ne sont pas agencées selon un parcours linéaire mais plutôt de manière associative, comme un kaléidoscope à facettes. L'interprétation des rêves de Freud et la radiographie d'un caméléon, une camisole de force et le «Titanic», le féminisme et la musique dodécaphonique, les appareils de fitness et le génocide au Congo belge, Einstein et des fiches signalétiques d'anarchistes recherchés, des boîtes de conserve et le Monte Verità, l'Exposition universelle de 1900 à Paris et l'explorateur polaire Xavier Mertz de Bâle.

Ce dernier meurt le 7 janvier 1913 dans les glaces de l'Antarctique, probablement à cause de son régime alimentaire déséquilibré, après que ses compagnons et lui-même ont dû commencer à manger leurs chiens de traîneau. Une époque palpitante, en effet.

Lorsqu'il est question d'«incursion» dans le passé, d'«atmosphère» d'une époque, le front des historiens se plisse d'inquiétude. À juste titre. Pour autant, la machine à remonter le temps n'a toujours pas été inventée: c'est toujours par le prisme du présent que l'Histoire devient visible, et comme n'importe quelle autre période, les années 1900 à 1914 ne virent pas uniquement des phénomènes de progrès et de changement profond, mais aussi de stagnation et de régression. Cependant, en visitant l'exposition comme en lisant le livre de Philipp Blom, on ressent bien le «vertige» lié à cette mutation accélérée, qui fut une des expériences parmi tant d'autres, vécue par les contemporains de l'époque.

DANIEL DI FALCO est historien et journaliste culturel au «Bund» à Berne.

INFORMATIONS: Philipp Blom: «Der taumelnde Kontinent. Europa 1900-1914»; DTV, Munich 2014 (cinquième édition). 528 pages; CHF 21.90. L'exposition au Landesmuseum de Zurich, qui s'accompagne de nombreuses manifestations, dure jusqu'au 13 juillet. www.landmuseum.ch. Catalogue paru aux éditions Scheidegger & Spiess, 204 pages, CHF 39.-

La Suisse pendant la Première Guerre mondiale

Si notre pays n'a pas été directement impliqué dans la mort et la souffrance de millions de personnes pendant la Première Guerre mondiale, les événements qui ont eu lieu entre 1914 et 1918 (également qualifiés de catastrophe originelle du XXe siècle) n'en ont pas moins laissé des marques profondes. Dans son livre, récemment publié sous le titre «Insel der unsicheren Geborgenheit», l'historien bâlois Georg Kreis reconstitue le déroulement de ces années.

Le 2 août 1914, le Conseil fédéral écrit dans un communiqué que «les nuages noirs et menaçants accumulés depuis des années dans le ciel de la politique» ont éclaté. En réaction au déclenchement de la guerre, la Suisse déclare deux jours plus tard aux puissances belligérantes qu'elle ne déviera en aucun cas de la plus totale neutralité. Parallèlement à cela, Ulrich Wille, germanophile controversé, est nommé Général et 220 000 hommes sont mobilisés afin de défendre les frontières. Dans le pays lui-même, les fossés se creusent: la Suisse alémanique sympathise avec les Empires centraux autour du Reich allemand, tandis que la Suisse romande est proche des alliés de la France et de l'Angleterre. La guerre qui se joue tout autour du pays fait monter les prix, on rencontre des difficultés d'approvisionnement, la population perd confiance et des conflits sociaux apparaissent: entre 250 000 et 400 000 travailleurs prennent part à la grève générale. L'armée est envoyée pour s'opposer à eux.

Le livre de Georg Kreis est écrit avec sa fougue habituelle, mais il n'y est pas uniquement question d'événements pour la plupart bien connus. Il y présente également les résultats de ses recherches plus récentes. Par exemple, la toile de fond de la «totale neutralité» qui, compte tenu de l'interdépendance économique déjà importante à l'époque, était en fait impossible. Kreis renvoie également aux affaires éthiquement discutables, quoique lucratives, avec les nations en guerre et montre le climat xénophobe qui régnait à l'intérieur des frontières du pays. Une vue d'ensemble instructive, à lire, sur les années de guerre en Suisse.



BARBARA ENGEL

GEORG KREIS «Insel der unsicheren Geborgenheit. Die Schweiz in den Kriegsjahren 1914-1918»; éditions NZZ-Libro, Zurich 2013, 304 pages avec de nombreuses illustrations; CHF 44.-; www.nzz-libro.ch

Littérature: la Suisse entre en scène à Leipzig

Cette année, la Suisse était l'hôte d'honneur de la Foire du livre à Leipzig, le plus grand salon du livre au monde. La présence de la Suisse a été félicitée de toute part. Néanmoins, après la votation du 9 février, les auteurs et personnalités politiques ont dû fournir de nombreuses explications.

Entre le 13 et le 16 mars, le défilé à Leipzig a été impressionnant: plus de 80 auteurs provenant des quatre régions linguistiques de Suisse, quelque 70 éditeurs, des institutions culturelles comme Pro Helvetia, une délégation de Présence Suisse (l'agence de communication du Conseil fédéral), ainsi que des scientifiques, des journalistes et Alain Berset, le conseiller fédéral responsable de la culture. La Suisse était présente sous l'enseigne «Auftritt Schweiz». Les organisateurs de la Foire du livre de Leipzig ont évité de parler de «pays invité», comme cela se dit habituellement, car une grande partie des écrivains suisses fait partie de la culture germanophone, et dans la création littéraire, il n'y a pas vraiment de frontières entre l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse.

Toutefois, beaucoup d'Européens étaient irrités par le oui de la Suisse à l'initiative contre l'immigration de masse de l'UDC peu avant l'ouverture du salon. L'invité au cœur de l'événement ne se montrait lui-même plus très hospitalier. Après les votations de 2009 et 2010 sur l'interdiction des minarets et sur le renvoi des étrangers criminels, ce résultat est-il une nouvelle manifestation d'hostilité de la Suisse envers les étrangers?

Deux petits éditeurs suisses, Jean Richard des «Éditions d'en bas» à Lausanne et Madlaina Bundi de «hier + jetzt» à Baden, ont fait part à la «Revue Suisse» de leurs impressions sur la Foire du livre.

Le moment le plus opportun

«Avec ce beau «R» roulé, vous êtes sûrement Suisse, n'est-ce pas? Ah, les Suisses, ils ont tout compris. Ils savent encore faire vivre la démocratie. L'initiative contre l'immigration de masse en est un bel exemple. Avec mes idées nationales conservatrices, je ne peux que les soutenir. Je devrais sans doute immigrer en Suisse...» C'est avec grand enthousiasme qu'un visiteur de la Foire de Leipzig m'a raconté cela dans le train de banlieue, sans même se rendre compte de l'ironie de son propos. Je ne lui ai pas dit qu'il ne serait peut-être bientôt plus possible d'immigrer en Suisse. J'étais encore sous le choc du résultat et craignais le pire pour nous à

Leipzig: que nous, les éditeurs, et nos auteurs, soyons taxés d'anti-Européens par nos collègues et le public et que nous passions pour des provinciaux isolés et déconnectés du monde. Avant de partir, j'avais pensé que c'était le pire moment pour la Suisse d'être hôte d'honneur à la Foire du livre.

Nous nous y étions préparés intensément depuis longtemps. Il y a plus d'un an déjà, toutes les maisons d'édition avaient été priées de fournir des idées et des propositions de lectures, d'entretiens, de discussions. Une présence de la Suisse variée et plurilingue avait été préconisée, réunissant les courants culturels, politiques et sociaux les plus divers, sans oublier le divertissement bien entendu.

Mes craintes se sont révélées infondées. Lorsque le conseiller fédéral Alain Berset a pris la parole le soir de l'inauguration, il a gagné la sympathie du public en quelques minutes. Son discours était empreint d'intelligence, d'humour et d'autodérision. Une autodérision qui a servi de fil rouge tout au

Dans un discours bref mais brillant, le conseiller fédéral Alain Berset a réussi à redorer quelque peu l'image de la Suisse. Il a commencé par une citation de l'écrivain autrichien Roda Roda: «C'est une grande chance de naître Suisse. C'est aussi une bonne chose de mourir Suisse. Mais que se passe-t-il entre-temps?» Alain Berset a répondu en ces termes: «Actuellement, on est tenté de dire qu'on dérouté le monde et qu'ensuite on explique la Suisse à ce monde dérouté.»

Il a aussi montré à quel point les Suisses, toujours obligés de traduire, luttent contre les frontières culturelles d'une région linguistique à l'autre. Il a résumé en une phrase: «Nous avons le privilège de devoir nous comprendre les uns les autres.»

Beaucoup de représentants de la Suisse, de la jeune auteure fort admirée Dorothee Elmiger à l'auteur de best-sellers Martin Suter, sans oublier le maître incontesté Franz Hohler, ont eu l'occasion les jours suivants de faire découvrir la littérature suisse aux lecteurs, et le devoir d'agir un peu contre la confusion en expliquant la Suisse au public lors de tables rondes, d'émissions de télévision et d'interviews de presse. L'explication de Peter von Matt sur la votation a souvent été citée: «Chaque société compte 30% d'idiots, la Suisse aussi.»

BARBARA ENGEL

long du programme les jours suivants. Show littéraire de lutte suisse, matches de slam dans le train de banlieue ou voyage littéraire dans le canton africain, l'Oberland bernois, les invités suisses se sont emparés de tous les clichés pour les dénoncer minutieusement dans leurs représentations. Le public a accueilli ces manifestations avec reconnaissance, comme j'ai pu le remarquer lors de la présentation de notre livre «Die Schweizer Kuh» («La vache suisse»). À l'aide de plusieurs images, j'ai montré le culte voué à notre animal héraldique non officiel, et sa commercialisation. L'effet était réussi, car les images parlent moins de la vache que de nous, les Suisses. Les rieurs étaient de mon côté.

Je me réjouis également que la Suisse se soit présentée à Leipzig comme un pays qui, bien loin des clichés, est une nation aux relations complexes, chez elle, et avec l'extérieur. Il n'est pas facile de savoir si ce message est bien perçu partout. Mais force est de constater que pour la Suisse, c'était sûrement le moment le plus opportun d'être hôte d'honneur.

MADLAINA BUNDI



Le «banc rouge» était le symbole visuel de la présence de la Suisse à Leipzig. Des bancs avaient été installés partout dans la ville pour se prélasser et lire

Une histoire de minorité

Editeur en Suisse romande, né au Lesotho, il y a six décennies de parents missionnaires protestants d'origine romande, je suis un Suisse de l'étranger qui est arrivé à Genève en 1975. Si l'apprentissage obligatoire de l'afrikaans à l'école à Bloemfontein m'a familiarisé avec la structure grammaticale des langues germaniques, je ne connais pas l'allemand. Alors pourquoi visiter la Foire du livre de Leipzig?

Depuis dix ans, je travaille dans une maison d'édition qui publie des auteur.e.s suisses allemand.e.s en français et qui entretient des rapports avec des éditeurs allemands, autrichiens et suisses. Leipzig grâce à sa dimension culturelle devient en quelque sorte incontournable non seulement pour les contacts professionnels, mais aussi pour les liens qui peuvent se tisser avec les auteur.e.s lors de lectures et débats publics ou de rencontres informelles. Peu de foires de cette dimension offrent autant de manifestations où l'auteur et sa création littéraire sont prioritaires.

Jeudi 13 mars, Leo Tuor, auteur sursilvan des Grisons et son traducteur allemand d'origine sursilvane, Claudio Spescha, sont entourés par un groupe de jeunes lycéennes de langue maternelle sorbe (ou sorabe) qui ont fait 200 km de la région de Lusace en Haute-Saxe pour visiter la Foire du livre de Leipzig. Je m'étonne de cette rencontre aux allures familières. Leo Tuor et Claudio Spescha m'expliquent (en italien et en français!) qu'ils avaient été reçus dans une classe du gymnase sorbe de Bautzen quelques jours auparavant pour parler du dernier essai de Tuor paru en allemand, Cavrein (Limmat Verlag). Ce programme d'échanges avec des gymnasiens a donné lieu en fait à une rencontre entre deux minorités qui étudient et écrivent dans leurs langues respectives: le sorbe ou sorabe – langue d'origine slave parlée par une communauté installée en Saxe depuis le VI^e siècle qui compte 60 000 personnes – et le sursilvan – l'un des cinq idiomes rhéto-romans du canton des Grisons, pratiqué par 15 000 locuteurs. Un tel événement est un gage de la diversité des langues et de la

bibliodiversité, les minorités sont de véritables creusets de création littéraire.

La Foire du livre de Leipzig est très attentive au travail des traducteurs et leur offre l'occasion de se rencontrer. Camille Luscher, jeune traductrice d'Arno Camensich (Sez Ner et Derrière la gare, Editions d'en bas), me présente des collègues et nous évoquons les pratiques et difficultés de la traduction surtout lorsqu'il s'agit de rendre en français une œuvre littéraire «parlée» écrite en une langue peu codifiée comme le bärndütsch: le roman de Pedro Lenz, Der Goalie bin ig qui vient de paraître en français dans notre édition sous le titre Faut quitter Schummertal! en est un éminent exemple. Lorsque Daniel Rothenbühler et Nathalie Kehrlé traduisent Pedro Lenz, il s'agit d'élaborer une construction littéraire qui donne à entendre un français «parlé». A Leipzig, des auteurs membres du groupe bernois «Bern ist überall» ont performé leurs textes sur scène. Le monde francophone ne connaît que peu ces réjouissances langagières: il aurait tout à gagner à visiter la Foire du livre de Leipzig.

JEAN RICHARD

Le vieil homme et son courage

Ottmar Hitzfeld fera sa dernière grande apparition à la Coupe du monde de football au Brésil. L'entraîneur de l'équipe nationale suisse fait partie des meilleurs du monde. Pourtant, il y a une chose que cet Allemand n'a jamais su faire: surmonter le fossé entre sa soif de victoire et sa peur de l'échec.

Par Benjamin Steffen



Ottmar Hitzfeld lors de l'annonce de son départ

«Monsieur Benthhaus», dit Ottmar Hitzfeld, «Monsieur Benthhaus, je voudrais savoir si je peux assister à un entraînement test du FC Bâle, si c'est possible, bien sûr.» À l'autre bout du fil, Helmut Benthhaus fronce les sourcils. Il ne connaît pas ce jeune joueur du petit club FV Lörrach qui a grandi à Stetten, juste de l'autre côté de la frontière. Mais après deux ou trois tentatives d'auto-promotion discrète, Ottmar Hitzfeld convainc M. Benthhaus, entraîneur réputé du FCB, et est autorisé à participer à un entraînement test au printemps 1971, à 22 ans. Le jour de la chance de sa vie, il parcourt en Coccinelle le petit trajet qui le mène en Suisse. Il arrive sur place bien à l'avance pour se faire une idée du nouvel environnement et y trouver ses marques. Pour Helmut Benthhaus, le choix est vite fait: il lui suffit d'observer un peu le jeune candidat à l'œuvre pour faire savoir à la direction du club qu'il doit signer chez eux.

Quarante-deux ans plus tard, à l'automne 2013, ce jeune inconnu du ballon rond est devenu monsieur «Hitzfeld», un entraîneur mondial qui a remporté la Ligue des champions avec le Borussia Dortmund (1997) et le Bayern Munich (2001) et a assuré la qualification de la Nati à la Coupe du monde 2014. Pour la direction de l'Association suisse de football (ASF), il est clair que cet homme qui a un peu vieilli depuis doit resigner avec eux. Le 16 octobre 2013, deux fonctionnaires dirigeants de l'ASF ont bon espoir lorsqu'ils s'assoient avec lui autour d'une table. Pourtant, la décision d'Ottmar

Hitzfeld est sans appel: «J'arrête. Après la Coupe du monde au Brésil, c'est fini. Inutile de discuter.» Le 17 octobre 2013, il annonce publiquement son départ, au bord des larmes. Il lui a fallu du courage pour franchir cette étape. Et, comme s'il voulait justifier sa décision, face au public, mais aussi face à lui-même, il déclare: «Il faut savoir s'arrêter quand on est encore en pleine possession de ses moyens.»

La vie a laissé des traces

Ottmar Hitzfeld, c'est un entraîneur qui a collectionné les succès et les titres, mais aussi les états d'épuisement. Contrairement à d'autres entraîneurs de son calibre, il ne s'en cache pas. Son corps ne dissimule pas les signes. Si certains voient simplement leur chevelure grisonner ou se clairsemer – José Mourinho rappelle George Clooney, Pep Guardiola un ascète chauve autosatisfait –, chez Ottmar Hitzfeld, les rides semblent plus profondes. Plus l'enjeu du match est important, plus elles se creusent. Ces signes de l'âge montrent à quel point sa vie d'entraîneur l'a exténué. Surtout le championnat d'Allemagne, dans lequel les joueurs n'ont jamais le temps de passer quelques minutes dans une Coccinelle pour se faire une idée d'un nouvel environnement et y trouver leurs marques.

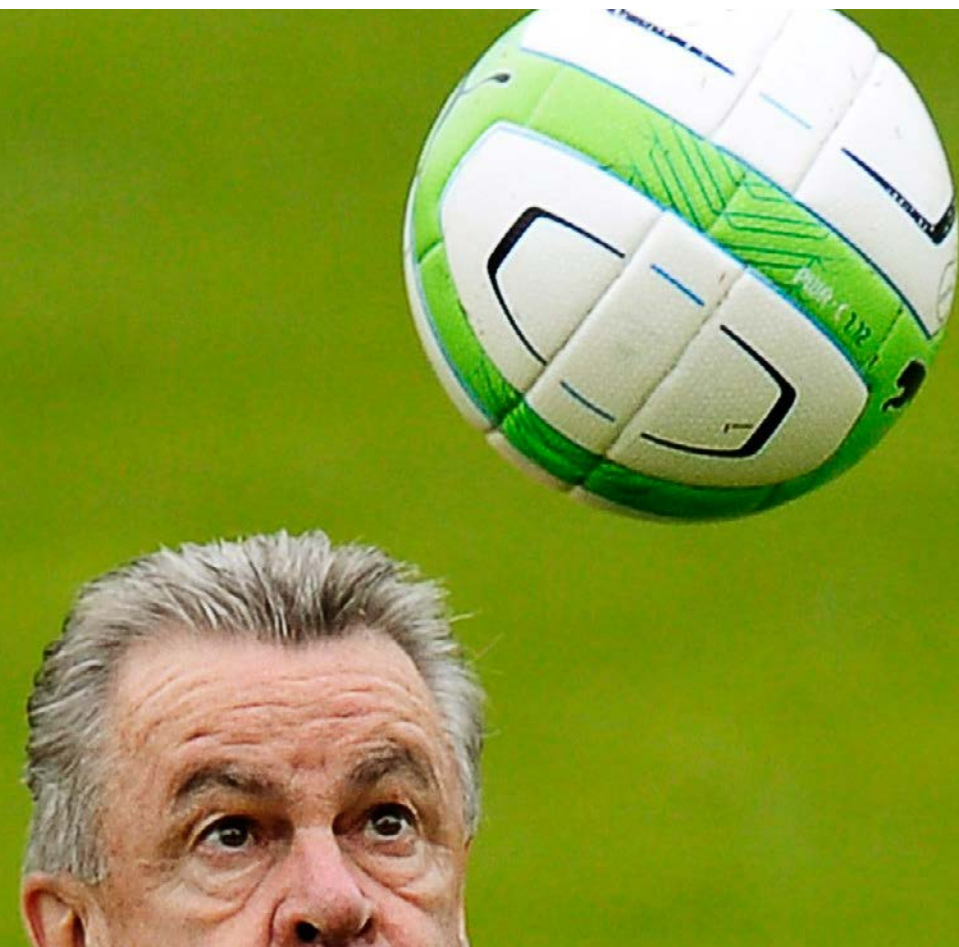
En 1991, Ottmar Hitzfeld quitte son poste d'entraîneur des Grasshoppers de Zurich pour rejoindre le Borussia Dortmund. Certains Allemands le surnomment alors le «p'tit Suisse». Certes, enfant, il allait à la piscine de Riehen et venait faire ses courses en Suisse, mais en réalité, il est bien l'un des leurs. Au début, Ottmar Hitzfeld est loin de faire l'unanimité parmi ses compatriotes. Il a dû lutter pour être reconnu et le rester, bien plus que d'autres grands noms du football, même si beaucoup sont vite tombés dans l'oubli faute de succès en tant qu'entraîneurs.

C'est dans ces moments où il a quelque chose à prouver que transparait son instinct de préservation. Il est en mouvement perpé-

tuel: il n'arrête jamais de courir depuis qu'il a commencé sa carrière d'entraîneur en 1983 au médiocre SC Zoug en ligne nationale B. Alors jeune père de famille, face à un président du club – un entrepreneur du bâtiment plutôt colérique – Ottmar Hitzfeld sait bien que personne ne se souvient des entraîneurs qui échouent à leur premier poste. Mais il n'a jamais échoué, que ce soit à Zoug, à Aarau, ou chez les Grasshoppers. Cet instinct de préservation lui a aussi permis d'oublier son mal du pays à Dortmund pour faire immédiatement sensation. Par la suite, il ne cesse de faire progresser Dortmund. Son front commence alors à se plisser. Lorsqu'en 1994, il a un lumbago, dans l'agitation quotidienne de la Bundesliga, il croit pouvoir en venir à bout à coup d'injections de cortisone. Il ne s'accorde pas une minute de repos, jusqu'à ce que les effets secondaires de la cortisone lui provoquent une perforation intestinale. «J'ai vu la mort de près», confie-t-il dans une biographie de Josef Hochstrasser en 2008.

Pas assez en forme

En 1997, après six ans à Dortmund, le Real Madrid lui fait une offre qu'il décline, épuisé alors qu'il n'a que 48 ans. Ce grand communicateur peu doué pour les langues est terrifié à l'idée de devoir s'exprimer dans la langue de Cervantes. Il ne se juge pas assez en forme dans son corps et dans sa tête pour s'engager dans une nouvelle aventure. Il se replie alors sur le poste de directeur sportif de Dortmund. Il lui a fallu beaucoup de temps, a-t-il dit un jour, pour pouvoir mieux dormir et trouver la paix intérieure. Ses déclarations en 2004 ont un écho encore plus dramatique: lorsque l'ancien directeur du Bayern, Uli Hoeness, lui communique un soir, après cinq saisons et onze titres, qu'il pense résilier le contrat de manière anticipée, Ottmar Hitzfeld éprouve du soulagement et rien d'autre. Il avait senti lui-même qu'il avait atteint ses limites. «J'étais rongé par d'énormes troubles du sommeil. Je ne me reposais plus,



Pendant plus de 40 ans, la vie d'Ottmar Hitzfeld a été marquée presque exclusivement par le football

je n'arrivais plus à savoir clairement sur quel problème je devais concentrer toute mon attention.» Avant d'ajouter: «Je ne ressentais plus aucune joie de vivre, la moindre action me paraissait compliquée, je ne voulais plus me lever le matin et j'étais enfermé dans ma bulle.»

Il n'empêche que, malgré l'autoréflexion qui le ronge, il s'est toujours laissé persuader de regagner le banc des entraîneurs. La raison? Son instinct de préservation, sans doute, mais aussi son esprit de joueur. Ce trait de caractère l'incite à toujours vouloir gagner ainsi qu'à se montrer malin et fin calculateur. Au début des années 80, lorsque sa carrière de footballeur touche à sa fin au FC Lucerne, il a la réputation de jouer au poker. Lorsqu'il joue le soir, il dort deux heures l'après-midi pour être plus frais que ses collègues.

Ottmar Hitzfeld s'efforce de toujours garder le contrôle. Alors que beaucoup de journalistes l'ont suivi pendant des années, presque aucun n'a réussi à réellement s'approcher de lui. Il n'aime pas parler de sa vie privée. Mais en l'écoutant attentivement,

on perçoit cet espèce de tiraillement qui l'épuise et est un fil conducteur dans sa vie, entre deux sentiments en réalité inconciliables: une soif de victoire insatiable et une peur de l'échec insurmontable. Alors qu'il a réussi comme peu l'ont fait, Ottmar Hitzfeld dit avoir constamment dû refaire ses preuves, comme si ses résultats ne suffisaient pas, même si c'était le maximum.

Ironie de l'histoire, cet homme aux grands succès ne remportera très probablement pas le dernier match de sa carrière. Aussi optimiste puisse-t-on être, il faut reconnaître que les Suisses ont très peu de

chances d'être champions du monde au Brésil. Soit ils ne passeront pas la phase de groupe, soit ils seront éliminés lors de la deuxième phase. Ottmar Hitzfeld déclare: «Nous verrons bien. Nous visons les huitièmes. Nous allons nous préparer comme il faut et tout donner pour nous surpasser.» L'entraîneur ne lâche rien. Ce sentiment qui l'a accompagné sa vie durant reste toujours présent: l'espoir de ne pas perdre, car la défaite atténue la joie de vivre.

Lorsqu'en 2007, le FC Bayern lui demande dans l'urgence de diriger l'équipe, il accepte sans hésiter, et se rend compte aussitôt qu'il s'est fait piéger. S'il avait pris le temps de réfléchir, il aurait pris une autre décision – il le sait. Et en aurait conclu de ne jamais retourner au Bayern.

À l'automne 2013, il s'est donné bien plus de temps pour réfléchir, sans le dire à personne quasiment. Il ne voulait pas être influencé, entendre de conseils bien intentionnés, ni provoquer d'opération de séduction gênante. Tout ce qu'il voulait, c'était s'écouter lui, écouter sa femme, son corps, son esprit. Ce voyage au Brésil, il le fera. Ses rides vont se creuser encore plus. Il prendra place sur le banc des entraîneurs suisses, perdra une dernière fois et tirera sa révérence. Puis il ne reviendra plus. Il a réussi à se délivrer d'une dépendance. Il n'a plus le courage de lutter une dernière fois contre elle.

BENJAMIN STEFFEN est rédacteur à la «Neue Zürcher Zeitung»

UNE VIE BIEN REMPLIE

Vladimir Petkovic, coach de 50 ans qui a longtemps évolué à la périphérie du football suisse, a été désigné pour succéder à Ottmar Hitzfeld. En 1987, Vladimir Petkovic, venu de Sarajevo, rejoint le FC Coire en Ligue nationale B. Les années qui

suivent, il mène une carrière de joueur et d'entraîneur dans des régions excentrées aussi bien sur le plan géographique que footballistique dans le Valais, les Grisons et le Tessin. Pendant quelques années, le citoyen à la double nationalité suisse et croate travaille parallèlement

comme travailleur social, jusqu'à ce que, en 2008, le club de Berne «Young Boys» lui offre la chance d'entraîner un club de Super League. Il est passé près d'un titre à plusieurs reprises. En 2013, il conduit le club de série A Lazio Rom à la victoire en Coupe d'Italie. BSN

Entre deux lignes: livres et gens de plume de la «Cinquième Suisse»

Par Charles Linsmayer

Philippe Jaccottet a fait de Grignan, petite ville du sud de la France, un lieu dédié à la littérature mondiale

Si la ville de Grignan près de Montélimar, célèbre pour ses paysages de champs de lavande et de tournesols et l'atmosphère qui s'en dégage, est devenue le théâtre de la littérature mondiale, c'est grâce à Philippe Jaccottet, l'auteur suisse romand contemporain le plus connu. Né le 30 juin 1925 à Moudon, il étudie la littérature à Lausanne, puis se rend à Paris où il rencontre les plus grands auteurs de son temps. Depuis qu'il s'est installé en 1953 avec sa femme, la peintre Anne-Marie Haesler, dans la petite ville au pied du Mont Ventoux, il perçoit dans cet austère paysage fait de roche et d'eau cet «Autre État» désiré par Musil, le rêve de la vraie vie. C'est à Grignan qu'il trouve l'isolement – «c'était une façon de fuir pour mieux rester moi-même» –, dans lequel il réussit à établir un dialogue créatif avec les grandes figures de la littérature passée et actuelle.

Légèreté et retenue

Il a écrit à Grignan «Carnets de notes» parus en cinq tomes entre 1984 et 2013, ainsi que des œuvres lyriques comme «Airs», les «Leçons» inspirées par le décès de Gustave Roud, les très légères «Pensées sous les nuages» et les ascétiques poèmes en prose «Après beaucoup d'années». Philippe Jaccottet a dédié deux œuvres majeures à son ami poète André du Bouchet décédé en 2001: l'épithaphe en prose «Truinas» et les «Notes du ravin», où il appelle à l'aide Hölderlin, Claudel, Virgile et Goethe pour enlever à la mort son tourment. Même lorsqu'il est question de ces choses graves, les écrits de Philippe Jaccottet sont toujours empreints de légèreté, d'hésitation, de retenue, comme il le laisse entendre dès 1976 dans le poème «On voit»: «J'ai fait provision d'herbe et d'eau rapide, je me suis gardé léger, pour que la barque enfonce moins.» Aussi légers soient-ils, les messages du poète ne sont en aucun cas uniquement oni-

riques et apolitiques. En effet, dans son récit de voyage très critique «Israël, cahier bleu» paru en 2004, il écrit: «J'ai cette crainte que le pouvoir de l'argent, proliférant comme une peste, ne pourrisse tout ce qui est de l'humain jusqu'aux racines.»

Bien qu'il ne fasse aucune concession au goût de l'époque, il atteint son public, même dans le fracas du XXI^e siècle. En 2001, certains de ses poèmes attirent les regards dans les stations du métro parisien, et un an auparavant, alors qu'il s'était laissé convaincre pour la première fois à 75 ans de faire une lecture, le Centre culturel suisse était plein à craquer.

Un passeur de génie

Mais pour percevoir la mesure de l'importance de Philippe Jaccottet, son œuvre, qu'il a longtemps hésité à publier, doit être mise en perspective avec son travail de traducteur, qu'il a entamé dès 1947 avec la version française de «La mort à Venise» de Thomas Mann. Pour reprendre un vers de Rilke (Sonnet à Orphée), Jaccottet voulait être élu pour célébrer et il a célébré les poètes en les traduisant. Grâce à ses traductions, le monde francophone a pu découvrir Robert Musil, Thomas Mann, Hölderlin ou Ingeborg Bachmann.

En 2008, avec l'adaptation des «Élégies de Duino» de Rilke, Philippe Jaccottet vient à bout du travail de traduction de loin le plus exigeant, révélant de nouveau à cette occasion son extraordinaire faculté à se glisser dans la peau d'autres poètes et à restituer leurs paroles dans leurs moindres échos et nuances: il dit avoir aspiré à traduire le ton très précis d'une voix, dans lequel une œuvre lyrique s'adresse à lui.



Citation:

«La poésie est donc ce chant que l'on ne saisit pas, cet espace où l'on ne peut demeurer, cette clef qu'il faut toujours reprendre. Cessant d'être insaisissable, cessant d'être douteuse, cessant d'être ailleurs (faut-il dire: cessant de n'être pas?), elle s'abîme, elle n'est plus.»
Extrait de «La promenade sous les arbres», 1957.

BIBLIOGRAPHIE: Les œuvres de Philippe Jaccottet, dont le volume de la Pléiade de 1626 pages «Œuvres», sont publiées chez Gallimard, Paris. Elles sont aussi disponibles en allemand en plusieurs tomes aux éditions Hanser, Munich.

CHARLES LINSMAYER est chercheur en littérature et journaliste à Zurich



Conseil OSE

Peu de temps après mon 70^e anniversaire, j'ai reçu une décision du Service des automobiles m'informant que je devais faire un examen médical pour mon permis de conduire suisse. Elle m'a été envoyée par l'intermédiaire du système de recherche RIPOL de la Confédération. Comment cela se fait-il?

Toute personne émigrant de Suisse dispose d'un certain délai pour échanger son permis de conduire suisse contre son équivalent du pays de résidence – par exemple de six mois dans les Etats de l'UE. Les autorités compétentes du pays de résidence peuvent vous fournir des renseignements contraignants sur les délais et la procédure. Ne pas échanger son permis de conduire contre le permis du pays de résidence peut donner lieu à une amende ou à une pénalité.

En Suisse, tout départ définitif à l'étranger doit être signalé au Service des automobiles; le permis doit ensuite être échangé à l'étranger contre son équivalent du pays d'accueil. Si l'on décide de revenir en Suisse plus tard, on peut encore conduire avec son permis étranger pendant un an, délai durant lequel il faudra déposer une demande d'échange contre un permis suisse au moyen du formulaire correspondant. Dans certains cantons, la délivrance d'un permis de conduire suisse peut être soumise à un test de vue.

Si le départ à l'étranger n'est pas signalé au Service des automobiles, il peut arriver qu'une recherche soit lancée à l'âge de 70 ans, par exemple par RIPOL, le système de recherche de la Confédération, lorsque l'examen médical de l'aptitude à conduire arrive à échéance. C'est le cas lorsque la

personne concernée n'est plus signalée en Suisse mais possède encore un permis de conduire suisse.

Toute personne suisse qui réside définitivement à l'étranger mais possède encore un permis de conduire suisse peut prendre contact avec le Service des automobiles qui le lui a établi afin de le faire suspendre. En règle générale, sans aucuns frais.

Adresses des services cantonaux des automobiles: www.strassenverkehrsamt.ch/fr

SERVICE JURIDIQUE OSE

Le service juridique de l'OSE fournit des renseignements généraux sur le droit suisse dans les domaines qui touchent spécifiquement les Suisses de l'étranger. Il ne donne pas de renseignement sur le droit étranger et n'intervient pas dans des contentieux opposant des parties privées.

Communiqué sur le droit de vote et d'élection

Les Suisses de l'étranger peuvent participer aux votations et aux élections de Suisse, à condition toutefois d'être inscrits sur un registre électoral en Suisse. L'immatriculation de citoyens suisses auprès d'un consulat ou d'une ambassade à l'étranger n'entraîne pas automatiquement leur inscription sur un registre électoral. Celle-ci doit être demandée explicitement. Normalement, les Suisses de l'étranger sont inscrits sur le registre électoral de leur dernière commune de résidence en Suisse. Cette inscription doit être renouvelée régulièrement, au plus tard tous les quatre ans, auprès de la commune (et non

pas auprès de la représentation suisse à l'étranger). Ce processus n'est pas automatique. Certaines communes invitent régulièrement leurs électeurs de l'étranger à renouveler leur inscription, d'autres non. Les formulaires pour l'inscription ou le renouvellement de la même sont disponibles sous: www.eda.admin.ch > Documentation > Publications > Suisses de l'étranger > Mémentos «Droits politiques»

Direktlink FR: <http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/doc/publi/ptrali/merkbl.html>

Séminaire pour les jeunes au Congrès des Suisses de l'étranger



Lors du Congrès des Suisses de l'étranger qui aura lieu du 15 au 17 août, les Suisses de l'étranger se pencheront sur les technologies de l'information modernes et les médias sociaux. Les jeunes, qui forment la «génération numérique», auront certainement beaucoup à dire sur le sujet. Une plateforme leur sera dédiée au Congrès.

Il y a deux ans, la «Neue Zürcher Zeitung» écrivait: «Les générations plus âgées ont toujours critiqué ce que font les adolescents. Pour eux, tout était mieux avant –

PRESTATIONS DE L'ORGANISATION DES SUISSES DE L'ÉTRANGER ET DES INSTITUTIONS PARTENAIRES

L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), une fondation de droit privé, est un centre de compétence pour la défense des intérêts des Suisses expatriés. Elle édite la «Revue Suisse» et, avec les associations partenaires, fournit un ensemble de prestations destinées aux membres de la «Cinquième Suisse».

■ **Conseil juridique.** Conseil gratuit à l'émigration ou au retour en Suisse. www.aso.ch – Rubrique «Conseil»

■ **Mise en réseau.** Entrer en contact avec des Suisses dans le monde entier grâce à la plateforme de réseautage sur internet SwissCommunity.org. www.swisscommunity.org

■ **Offres pour les enfants et jeunes.** Offre de camps de vacances, cours de langues, etc. pour des jeunes Suisses désireux de mieux connaître leur pays. www.sjas.ch

■ **Conseil à la formation en Suisse.** Conseil à de jeunes Suisses de l'étranger désirant effectuer une formation ou des études en Suisse et aide pour le

suivi des dossiers de demandes de bourses. www.educationsuisse.ch



Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)
Alpenstrasse 26,
3006 Berne, Suisse
Téléphone +41 31 356 61 00
info@aso.ch



du moins que c'était différent. Le fait est qu'on a tendance à être très sceptique vis-à-vis de ce que l'on ne connaît pas bien. Parfois, les parents se sentent même dépassés, notamment par l'évolution technologique fulgurante qui, en plus d'avoir révolutionné le monde du travail ces dernières années, a remodelé la consommation médiatique globale, surtout chez la jeune génération.»

Le séminaire pour les jeunes «Technologies de l'information et médias sociaux» débutera le 10 août à Baden, où les participants rencontreront leurs familles d'accueil suisses. Des représentants du service des jeunes de l'OSE leur feront une introduction sur ce thème du lundi au jeudi.

Les participants évalueront leur emploi des médias modernes, échangeront, s'interrogeront sur leur compétence médias et publieront des articles à ce sujet sur «<http://www.swisscommunity.org>» www.swisscommunity.org. Des intervenants et responsables d'ateliers passionnés participeront au séminaire, doté d'un programme-cadre distrayant et divertissant.

Lors du Congrès des Suisses de l'étranger à Baden, le groupe interviendra durant la table ronde «Les jeunes et le réseautage online» et présentera le fruit de son travail. Le dialogue avec les générations plus âgées pourra ainsi être dirigé sur la base d'exemples concrets.



L'OSE se réjouit de la présence en grand nombre de Suisses de l'étranger lors de ce séminaire passionnant.

*Organisation des Suisses de l'étranger
Service des jeunes, e-mail: youth@aso.ch
www.swisscommunity.org, www.aso.ch*



92^e Congrès des Suisses de l'étranger à Baden du 15 au 17 août 2014

Cette année, le congrès des Suisses de l'étranger à Baden porte sur le thème «Technologies de l'information et médias sociaux: une chance pour la Cinquième Suisse». Parmi les intervenants, on comptera notamment le conseiller fédéral Alain Berset et Otfried Jarren, professeur de journalisme à l'Université de Zurich.

Vous trouverez plus d'informations sur www.ose-congres.ch où vous pouvez aussi commander en ligne votre dossier d'inscription au congrès. Réservez dès aujourd'hui les dates du congrès. Nous serons heureux de vous y accueillir!

Veillez m'envoyer au printemps 2014 les documents d'inscription au 92^e Congrès des Suisses de l'étranger à Baden. Mon adresse:

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Pays: _____ NPA/localité: _____

E-mail: _____

Écrire lisiblement et en lettres majuscules. Les documents d'inscription sont disponibles en deux langues: allemand français (Veillez cocher la langue de votre choix.) Veuillez renvoyer le formulaire rempli à: Organisation des Suisses de l'étranger, Communications & Marketing, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, SUISSE / fax: +41 (0)31 356 61 01 ou e-mail: communication@aso.ch

La Suisse en tant que puissance protectrice

Début 2014, le président de la Confédération Didier Burkhalter a rencontré le ministre américain des Affaires étrangères John Kerry à Davos et le vice-président Joe Biden à la Maison-Blanche. À ces occasions, les interlocuteurs américains n'ont pas manqué de remercier la Suisse pour le rôle de puissance protectrice qu'elle exerce pour les États-Unis. Plus qu'une simple courtoisie, ces remerciements témoignent de l'estime pour les services rendus par la Suisse, garants de notre fiabilité, de notre crédibilité et de notre discrétion.

La mission de «puissance protectrice» désigne un mandat de conciliation exercé par un pays chargé de garantir un minimum de contacts réciproques entre deux États n'entretenant aucune relation diplomatique et/ou consulaire. Il convient de distinguer deux types de mandats : le «mandat de Genève» et le «mandat de Vienne». Plutôt rare, le «mandat de Genève» repose sur le droit international humanitaire. Sa tâche première est d'assurer la bonne application des Conventions de Genève de 1949 et le traitement adéquat des civils, des prisonniers de guerre et des blessés. Les activités basées sur le «mandat de Genève» sont la plupart du temps directement prises en charge par le CIRC (Comité international de la Croix-Rouge).

Aujourd'hui, le mandat de puissance protectrice fait généralement référence à une représentation d'intérêts au sens du «mandat de Vienne». Elle est axée sur les relations diplomatiques et consulaires entre deux États et repose sur la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 ainsi que sur la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963.

En ce qui concerne le contenu concret du mandat de puissance protectrice, on peut faire la distinction entre un volet plutôt technico-humanitaire et un autre plutôt politique. Le volet technico-humanitaire prévoit en premier lieu la prise en charge de tâches diplomatiques et consulaires classiques, par exemple la transmission de messages, l'encadrement des ressortissants du pays représenté, la protection de la propriété de ce dernier et la délivrance de passeports et de visas. Dans la pratique, une partie des tâches consulaires est

aujourd'hui également assurée par des «sections des intérêts» des États représentés. Le mandat que la Suisse assume pour les États-Unis à Cuba en est un parfait exemple. Depuis 1977, une section spéciale des intérêts américains, dotée d'un personnel en partie américain et rattachée à l'ambassade de Suisse, s'occupe des tâches consulaires complexes.

Concernant le volet politique, la tâche d'une puissance protectrice consiste souvent, malgré la rupture des relations diplomatiques entre deux États, à maintenir ouvert un canal de communication discret et fiable. Les intérêts ne sont représentés par un État tiers que si les gouvernements de la puissance protectrice et des deux États concernés approuvent l'octroi d'un mandat.

La puissance protectrice est indemnisée par l'État d'envoi pour ses dépenses. Si les activités consulaires sont exécutées par des sections des intérêts des États représentés, les dépenses de la puissance protectrice sont cependant modérées. C'est pour cette raison que la Suisse renonce en partie à une rémunération de ses mandats, par exemple pour les représentations réciproques des intérêts des États-Unis et de Cuba ou de la Géorgie et de la Russie. Les motifs qui poussent la Suisse à assumer la représentation d'intérêts entre États ayant rompu leurs relations sont variés et comprennent la promotion de la paix, l'offre d'un canal de dialogue entre les parties ennemies et le gain en sécurité pour les ressortissants concernés.

- La Suisse exerce actuellement six mandats:
- les États-Unis d'Amérique à Cuba (depuis 1961)
 - l'Iran en Égypte (1979)
 - les États-Unis d'Amérique en Iran (1980)
 - Cuba aux États-Unis d'Amérique (1991)
 - la Russie en Géorgie (2008)
 - la Géorgie en Russie (2009).

États-Unis – Iran

Une importance particulière doit être accordée au mandat de puissance protectrice suisse (Swiss Protecting Power: SPP) exercé en Iran en faveur des États-Unis. Depuis la

révolution iranienne, la proclamation de la République islamique et la prise d'assaut de l'ambassade américaine à Téhéran par des étudiants révolutionnaires, suivies de la prise en otage, pendant 444 jours, de diplomates américains, les États-Unis ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Iran en avril 1980. Par la suite, le Gouvernement américain a demandé au Conseil fédéral si la Suisse pouvait représenter ses intérêts en Iran. En mai 1980, le Gouvernement suisse a accepté le mandat au sens de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, après avoir obtenu de l'Iran l'accord de prise en charge du mandat par la Confédération.

Intérêts étrangers à Téhéran

Une équipe composée de dix collaborateurs représente les intérêts des États-Unis dans des bureaux séparés de l'ambassade suisse à Téhéran. En revanche, le contact avec l'ambassade est étroitement lié au mandat de puissance protectrice aussi bien au niveau administratif que dans les interventions politiques.

Les affaires consulaires de la section «Intérêts étrangers» sont comparables aux tâches d'une chancellerie dans une représentation suisse. À ce jour, la section s'occupe d'environ 10 000 citoyens américains et doubles nationaux enregistrés. Elle assure aussi la protection consulaire de divers ressortissants américains et de doubles nationaux en Iran.

La SPP communique régulièrement avec la section des intérêts étrangers du Département fédéral des affaires étrangères à Berne. Celle-ci sert d'interface dans l'administration fédérale et assure les contacts entre les parties concernées. Elle garantit la communication avec l'ambassade des États-Unis à Berne, par laquelle sont traitées la plupart des affaires



L'équipe de la section «Intérêts étrangers» à l'ambassade de Téhéran: Giulio Haas, ambassadeur, Reza Goorabi, Francine Zuchuat, Nasrin Tamadon, Nooshin Davami, Mitra Nasirpoor, Mojdeh Sedighi, Safoura Joorabchi, Emil Wyss, chef de section «Intérêts étrangers» (de g. à dr.)

consulaires avec Téhéran. Le mandat de puissance protectrice s'appuie sur la confiance des Américains et des Iraniens en la Suisse. Le travail de longue date et éprouvé des services suisses impliqués à Téhéran, Washington et Berne est apprécié par les deux États.

Les États-Unis – Cuba

En 1961, la Suisse se voit confier un mandat de représentation d'intérêts, au lendemain de la révolution cubaine qui avait provoqué une rupture des relations entre les États-Unis et Cuba. Elle assume ce rôle de puissance protectrice dans le cadre de sa politique traditionnelle des bons offices. Le 30 mai 1977, les États-Unis concluent un accord avec Cuba, instituant la création d'une section d'intérêts consulaires à La Havane et à Washington, et leur permettant d'envoyer leurs propres fonctionnaires afin de s'occuper des affaires consulaires dans le cadre de relations bilatérales. La section des intérêts américains à La Havane reste toutefois sous la protection diplomatique de la Confédération. Bien que située dans un bâtiment séparé, elle est rattachée à l'ambassade de Suisse.

Les activités de la section des intérêts américains à La Havane comprennent les services consulaires pour les Américains et les Américaines vivant à Cuba ainsi que les activités visant à défendre les intérêts américains à Cuba. Ces activités sont assurées par des Cubains ainsi que, dans une moindre mesure, par des membres du service diplomatique américain. C'est la raison pour laquelle la représentation de la puissance protectrice suisse est principalement de nature formelle. Dans la pratique, outre les affaires consulaires, les affaires diplomatiques entre les États-Unis et Cuba sont aussi plus souvent exécutées en direct.

Début avril 1991, le Gouvernement cubain confie également à la Suisse la représentation des intérêts de La Havane aux États-Unis, un rôle jusqu'ici endossé par la Tchécoslovaquie.

Russie - Géorgie

Depuis le tournant de 2008-2009, la Suisse représente les intérêts géorgiens en Russie

et les intérêts russes en Géorgie. Suite au conflit armé d'août 2008 entre les deux pays et à la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, deux provinces géorgiennes séparatistes, la Géorgie a rompu les relations diplomatiques avec son voisin du nord. Au terme de longues négociations, les deux États ont finalement décidé de confier la représentation de leurs intérêts respectifs à la Suisse. Le rôle de la Suisse est très apprécié par la Russie et la Géorgie.

En 2014, durant sa présidence au sein de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), la Suisse agit comme médiateur aux côtés de l'UE et de l'ONU dans les Discussions de Genève sur le conflit géorgien, notamment sur les questions clés des régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie.

DFAE, DIRECTION POLITIQUE,
DIVISION AMÉRIQUES

Changement de directeur à la Direction consulaire

À partir du 1^{er} mai 2014, je prendrai mes nouvelles fonctions d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en République du Ghana, en République du Bénin et en République du Togo, avec résidence à Accra. Ma longue carrière professionnelle au sein du DFAE m'amène à quitter une dernière fois Berne, où j'ai développé et dirigé la Direction consulaire à partir de 2010 pendant quatre années intenses et passionnantes. Le contact avec la «Cinquième Suisse» a toujours été l'une de mes priorités. Je garderai un excellent souvenir des échanges intenses avec les délégués du Conseil des Suisses de l'étranger, une expérience aussi instructive que stimulante, qui a considérablement enrichi ma tâche de directeur consulaire. Ce que nos nombreux entretiens m'ont appris me sera également utile dans l'exercice de mon nou-

veau mandat. Je suis certain que mon successeur poursuivra ce dialogue et je lui souhaite plein succès et beaucoup de plaisir dans l'accomplissement de cette tâche passionnante.



Gerhard Brügger
quitte Berne pour rejoindre Accra/Ghana




Jürg Burri
quitte le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) pour rejoindre le DFAE

J'ai repris le poste de directeur de la Direction consulaire du DFAE le 1^{er} mai, succédant ainsi à l'ambassadeur Gerhard Brügger. Je suis enthousiaste à l'idée de promouvoir les intérêts des Suisses et Suisesses de l'étranger dans le cadre de ma nouvelle mission. J'ai 49 ans, je suis marié et j'ai quatre enfants. J'ai déjà travaillé au DFAE de 1996 à 2002 et de 2006 à 2009. Au cours de mes études et de mon parcours professionnel, j'ai vécu pendant des périodes plus

Publicité

www.swissworld.org
Your Gateway to Switzerland



Switzerland.



Tél. en Suisse: 0800 24-7-365
 Tél. à l'étranger: +41 800 24-7-365
 E-Mail: helpline@eda.admin.ch
 Skype: [helpline-eda](https://www.skype.com/name/helpline-eda)



Conseils aux voyageurs

www.dfae.admin.ch/voyages
 Helpline DFAE +41 (0)800 24-7-365
www.twitter.com/travel_edadfae

itineris 
 Inscription en ligne pour les Suisses
 voyageant à l'étranger

www.dfae.admin.ch/itineris

ou moins longues en Espagne, en France, aux États-Unis, en Belgique et en Chine. Après avoir occupé plusieurs postes diplomatiques, j'ai dirigé en dernier lieu le domaine de direction recherche et innovation du SEFRI. Je me réjouis de poursuivre le travail de mon prédécesseur au service de la «Cinquième Suisse», avec le soutien de l'équipe motivée et engagée de la Direction consulaire!

Publication

La Chancellerie fédérale a publié en mars dernier la brochure «La Confédération en bref 2014» qui contient des informations actualisées sur les institutions politiques, l'administration et le pouvoir judiciaire en Suisse. Avec quelque 237 000 exemplaires en cinq langues, cette brochure est l'une des publications de l'administration fédérale au plus fort tirage.

Comment est composé le Parlement? Pourquoi faut-il attendre parfois des années jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi? Combien de personnes travaillent dans l'administration fédérale? Sur quoi portent les décisions du Tribunal fédéral? La brochure «La Confédération en bref», éditée chaque année par la Chancellerie, apporte des réponses à ces questions. L'ouvrage, qui compte 80 pages, s'adresse à tous ceux qui s'intéressent aux institutions politiques suisses. De nombreuses écoles secondaires et écoles professionnelles s'en servent pour les cours d'instruction civique.

La Chancellerie fédérale a élaboré les textes en étroite collaboration avec les services du Parlement, les départements et le Tribunal fédéral. Ils sont complétés par des graphiques et des photos montrant les employés de la Confédération aux fonctions les plus diverses.

«La Confédération en bref 2014» paraît dans les quatre langues nationales et en an-

glais. La brochure peut être commandée gratuitement auprès de l'Office fédéral des constructions et de la logistique à l'adresse www.publicationsfederales.admin.ch (n° d'article 104.617).



Remarques

Pour ne manquer aucun message («Revue Suisse», newsletter de votre représentation, etc.), communiquez à votre représentation suisse vos adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone mobile et/ou toute éventuelle modification et inscrivez-vous sur www.swissabroad.ch

Vous pouvez à tout moment lire et/ou imprimer le numéro actuel de la «Revue Suisse» ainsi que les numéros précédents sur www.revue.ch. La «Revue Suisse» (la «Gazzetta Svizzera» en Italie) est envoyée gratuitement en version imprimée ou par voie électronique (e-mail et application pour iPad/tablette PC Android) à tous les foyers de Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une ambassade ou d'un consulat général.

VOTATIONS FÉDÉRALES

Les projets soumis à votation le 28 septembre 2014 n'étaient pas encore connus lors de la clôture de la rédaction de cette brochure.

Dates de votation en 2014: 28 septembre; 30 novembre.

INITIATIVES POPULAIRES

L'initiative populaire fédérale suivante a été lancée avant la clôture de la rédaction (expiration du délai imparti pour la récolte des signatures entre parenthèses):

- «Réparation de l'injustice faite aux enfants placés de force et aux victimes de mesures de coercition prises à des fins d'assistance (initiative sur la réparation)» (01.10.2015)

La liste des initiatives populaires actuelles est disponible à l'adresse www.bk.admin.ch > Actualités > Élections et votations > Initiatives en suspens

RESPONSABLE DES PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES DU DFAE:
 PETER ZIMMERLI, SERVICE DES SUISSES DE L'ÉTRANGER
 BUNDESGASSE 32, CH-3003 BERNE
 TÉLÉPHONE: +41 800 24-7-365
WWW.EDA.ADMIN.CH / E-MAIL: HELPLINE@EDA.ADMIN.CH

Trouvailles

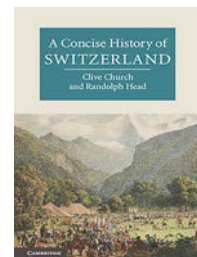
Un regard extérieur sur l'histoire nationale

Jusqu'à-là, ceux qui s'intéressent à l'histoire suisse étaient grandement tributaires de livres et articles d'historiens germanophones ou francophones. Il s'ensuivait que, dans une discipline dominée par l'anglais, l'histoire suisse disparaissait de plus en plus du champ d'actualité. Une situation qui pourrait bien changer: l'éditeur anglais de renom Cambridge University Press a publié dans sa série «A Concise History of...» un tome sur la Suisse. Les deux professeurs, Clive Church de l'Université Kent et Randolph Head de l'Université de Californie Riverside, ont rédigé un ouvrage très accessible qui ne s'adresse pas uniquement



aux scientifiques. Avec de nombreux graphiques et illustrations, ainsi qu'une chronologie détaillée, il s'agit d'un ouvrage de référence, bien supérieur à Wikipedia et une potentielle mine d'informations pour les Suisses de l'étranger. BE

Clive H. Church, Randolph C. Head: A Concise History of Switzerland; édition Cambridge University Press 2013; 339 pages; CHF 32.90, EUR 22.50.



Globi devient paysan bio

Depuis des décennies, les histoires de Globi accompagnent les enfants de Suisse alémanique. Conçu à l'origine comme support publicitaire de la chaîne de magasins «Globus», le perroquet Globi a depuis vécu nombre d'aventures dans plus de 80 livres pour enfants. Bien que les premières traductions aient remporté peu de succès en Suisse ro-

mande, une sélection d'albums est encore traduite en français aujourd'hui. Des traductions en anglais existent aussi depuis quelques années.

Dans le nouvel album «Globi paysan», le principal héros modernise une exploitation familiale, adopte les normes bio et applique des méthodes de lutte antiparasitaire douces. Le livre paraît à l'occasion de l'Année internationale

de l'agriculture familiale de l'ONU et les histoires ont été conçues en coopération avec la Fondation suisse Biovision.

Comme d'habitude, l'histoire est racontée en rimes, même en français et en anglais, langues dans lesquelles ce livre d'images est également paru. Les récits et chansons du livre audio correspondant sont en suisse allemand. MH

«Globi paysan», Globi-Verlag, Zurich; livre (également en allemand et en anglais), CHF 21.50; livre audio en suisse allemand, CHF 16.90



Une nature laissée à elle-même

Il y a 100 ans commençait dans le Parc national suisse une expérience qui consistait à laisser la nature à elle-même tout en observant son évolution. Il s'agissait d'une décision politique: le 27 mars 1914, le Conseil national adoptait l'arrêté fédéral «concernant la création d'un parc national suisse en Basse-Engadine». Un siècle après la création de cet unique laboratoire en plein air en Suisse, l'heure est à la fête et au bilan. Que se passe-t-il lorsque toute activité humaine est exclue d'un paysage? L'«Atlas du Parc national suisse» fait état, sous forme cartographique, des processus observés dans une réserve

naturelle de 170 km². Cet ouvrage de 230 pages est une mine d'informations, qui ne s'adresse pas uniquement aux amateurs de carte et aux montagnards. www.atlasnationalpark.ch BE

«Atlas du Parc national suisse, les 100 premières années»,

éd. Heinrich Haller, Antonia Eisenhut, Rudolf Haller; éditions Haupt Berne, 2013; 247 pages, entièrement illustré en couleurs; CHF 69.-, EUR 59.-, www.haupt.ch



Entrefilets

Indemniser les enfants placés de force

Les victimes des mesures de coercition administratives ne doivent pas simplement recevoir des excuses, mais également obtenir réparation. Tel est l'objectif d'une initiative populaire lancée le 31 mars, qui exige la création d'un fonds de réparation de 500 millions de francs. Cet argent doit permettre d'aider les victimes les plus durement touchées et de réparer le préjudice subi. Début mars, le Parlement a adopté une loi qui reconnaît l'injustice faite. L'accès aux documents officiels et la recherche historique sur la question y sont réglés, mais aucun dédommagement financier n'est prévu.

Parlementaires friands de voyage

Les parlementaires suisses ne sont encore jamais autant rendus à l'étranger que l'année dernière. 466 journées de voyage ont été comptabilisées, contre 302 en 2012. Filippo Lombardi, un recordman en la matière, a visité 22 pays en sa qualité de président du Conseil des États. Les coûts des déplacements des députés s'élevaient à 520 200 fr. en 2013, contre 328 900 fr. l'année précédente.

Consommation de vin en hausse

En 2013, les amateurs de vins suisses ont bu près de 107 millions de litres, soit une progression de presque 10 millions de litres par rapport à l'année précédente, selon les données de l'Office fédéral de l'agriculture. La part de marché des vins suisses s'établit à 39% pour une consommation totale de vins de 273 millions de litres. Pour ce qui est des vins suisses, la consommation de vin rouge est presque identique à celle du vin blanc, avec respectivement 54 et

53 millions de litres consommés. Pour ce qui est des vins étrangers, le vin rouge est nettement privilégié puisque 183 millions de litres ont été consommés.

Divulgation des données bancaires des clients américains

Dans le cadre de l'accord FATCA, les banques suisses doivent obtenir le consentement de leurs clients américains concernant la transmission de leurs données de compte aux autorités américaines et doivent les informer du déroulement d'une éventuelle procédure d'assistance administrative selon l'accord FATCA. D'après l'Administration fédérale des contributions (AFC), l'accord FATCA avec les États-Unis entrera en vigueur avant le 1^{er} juillet 2014. Si les banques ne reçoivent pas de leurs clients américains, dans le délai imparti, leur compte sera considéré comme un «Non-Consenting US Account». Sur la base de ces informations, les autorités américaines peuvent alors requérir de la Suisse au moyen d'une demande d'assistance administrative la transmission d'informations sur les «Non-Consenting U.S. Accounts».

Annnonce équivoque

L'annonce de soliswiss publiée sur la dernière page de la «Revue Suisse» du mois d'avril 2014 a semé la confusion auprès des lecteurs, car elle n'était pas clairement signalée comme telle. Certains d'entre vous ont eu l'impression que l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) soutenait la pétition lancée par soliswiss en faveur d'une intégration de soliswiss dans la nouvelle loi sur les Suisses de l'étranger et d'une garantie de la Confédération. Or, il ne s'agissait que d'une annonce commerciale sans aucun lien avec l'OSE.

Citations

«Même en Suisse, nous ne sommes pas à l'abri d'une guerre.»

Conseiller fédéral Ueli Maurer dans la campagne de votation concernant l'avion de combat Gripen

«Il ne suffit pas de fuir, il faut fuir dans le bon sens.»

Charles-Ferdinand Ramuz (1878-1947), écrivain suisse

«Autrefois, en Suisse, nous avions les guerres de religion, aujourd'hui, il y a le djihad.»

De nouveau le conseiller fédéral Ueli Maurer

«La folie est le propre de l'homme.»

Blaise Cendrars (1887-1961)

«Il m'est également difficile de ne pas voir le potentiel naufrage de la Suisse comme celui du monde. Seule la raison me rappelle que le monde est plus vaste.»

Peter Bichsel, écrivain suisse

«Être épargné par le destin n'est ni une honte ni une gloire, c'est une mise en garde.»

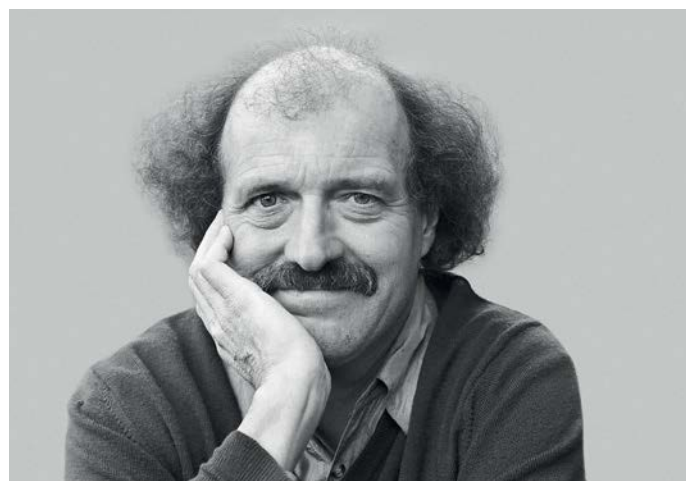
Friedrich Dürrenmatt (1921-1990), écrivain suisse s'exprimant sur son pays dans un discours tenu trois semaines avant sa mort

«Béni soit l'homme qui, n'ayant rien à dire, s'abstient d'en administrer la preuve en paroles!»

George Eliot (1819-1880), écrivain anglais

«Guillaume Tell est et reste le seul Suisse connu du monde entier.»

De nouveau Friedrich Dürrenmatt



«On ne meurt qu'une seule fois, c'est une certitude. La mort reste le scandale de toute forme de vie. Rien, rien, rien n'est plus inconcevable que la mort.» C'est ce qu'a écrit Urs Widmer en 2002. L'écrivain est décédé le 2 avril à l'âge de 75 ans. Avec Max Frisch et Friedrich Dürrenmatt, Urs Widmer faisait partie des écrivains suisses les plus connus de l'espace germanophone. La Suisse a perdu l'un de ses plus grands hommes de lettres, mais aussi un intellectuel engagé, qui s'intéressait autant au comportement des cadres dirigeants qu'aux questions posées par le colonialisme. Widmer s'est fait connaître auprès du public en 2000 avec son roman «L'homme que ma mère a aimé» (Der Geliebte der Mutter). Son autobiographie «Reise an den Rand des Universums» parue l'année dernière commence par ces phrases: «Aucun écrivain qui a toute sa raison ne se risquerait à écrire une autobiographie. Car l'autobiographie est le dernier livre.»

Nos sommets sont à la portée
des citadins. Grâce à
670 remontées mécaniques.



Suisse.
tout naturellement.



Stockhorn, Oberland bernois

Air pur, restaurants avec vue et chemins de montagne à grand spectacle: vous les atteignez facilement avec nos télécabines, trains à crémaillère et télésièges. [Suisse.com/ete](https://www.suisse.com/ete)